

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3962 Lundi 09 Décembre 2024 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

L'Algérie appelle toutes les parties syriennes à l'unité et à la paix pour préserver la sécurité et la stabilité du pays

P.02

L'AG de l'ONU adopte une nouvelle résolution affirmant que le Sahara occidental est une question de décolonisation



P.02

**Conseil des ministres :
Augmentation de
l'allocation touristique et
l'allocation du hadj**

P.05



Retraite :



La CNR adopte une nouvelle procédure de renouvellement du droit à la retraite

P.03

Formation supérieur :



**Examens universitaires du 1er semestre :
Les dates et le système annoncés**

P.04

Annaba :



**4^{ème} édition de BATIMEX :
Les organisateurs à pied d'œuvre ; 170 exposants au rendez-vous**

P.08

**Annaba / Tourisme :
Des Taïwanais visitent la basilique "Saint Augustin" et les ruines romaines**



P.08

Le président de la République préside une réunion du Conseil des ministres



Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une

réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant plusieurs secteurs et à des questions intéressant les citoyens, indique un communiqué de la Présidence de la

République.

“Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en

ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés de manière “remarquable”, a-t-elle ajouté. Les images montrent les styles architecturaux, les matériaux utilisés et l’intégration unique des influences nord-africaines dans ces œuvres, tout en reflétant la vie quotidienne de l’Emir Abdelkader et de sa famille. Etaient présents au Colloque international, qui se déroule sur deux jours et porte sur les hauts faits historiques, civilisationnels et patrimoniaux de l’Emir algérien Abdelkader, le président de l’Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, le conseiller du président de la République chargé des affaires en lien avec la défense et la sécurité, Boumediene Benattou, le conseiller du président de la République chargé des affaires religieuses, des zaouïas et des écoles

et le Plan agricole 2024-2025, ainsi qu’à des questions intéressant les citoyens”, lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

LE MAIRE DE LA VILLE AMÉRICAINE EL KADER, JOSH BOB : La ville américaine El Kader fière de porter le nom de la personnalité algérienne universelle

Le maire de la ville américaine El Kader, Josh Bob, a exprimé la fierté de sa ville de porter le nom de l’Emir Abdelkader, “cette personnalité algérienne universelle”, mettant en avant ses qualités humaines et son engagement pour la paix.

M. Josh Bob s’exprimait samedi lors d’un Colloque à Alger intitulé: “A l’honneur des gloires de la nation: les hauts faits historiques, civilisationnels et patrimoniaux de l’Emir Abdelkader”, organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, par le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, en coordination avec le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines.

“J’ai l’honneur, en ma qualité de maire de la ville d’El Kader et au nom de mes concitoyens, de vous faire part des plus chaleureuses

salutations de paix et d’amitié alors que nous célébrons le 70e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution algérienne et le 192e anniversaire de la première allégeance à l’Emir Abdelkader”, a-t-il dit.

Il a exprimé la fierté de sa ville de porter le nom de l’Emir algérien, mondialement connu pour sa bravoure et sa noblesse, rappelant le caractère officiel conféré au jumelage entre les deux villes (Mascara et El Kader) il y a 40 ans, en 1984, une relation qui, selon lui, “a permis de promouvoir les échanges de visites entre les citoyens et les étudiants des deux villes, ainsi que les activités culturelles”.

Et d’ajouter : “je crois que cela fait partie de la philosophie même de l’Emir Abdelkader, qui a œuvré pour la paix”, soulignant l’importance d’élever le niveau des visites et des échanges entre la ville d’El Kader et les différentes villes algériennes



pour consacrer certains principes humanitaires incarnés par l’Emir, qui sont “un exemple remarquable pour le reste du monde sur la manière de coexister entre les cultures dans la confiance, la paix et l’entente”.

De son côté, l’experte allemande en restauration et études urbaines a donné une conférence dans laquelle elle a fait savoir qu’elle participait à cet événement international en Algérie après avoir étudié le lieu de résidence de l’Emir Abdelkader dans la capitale syrienne, Damas.

L’experte a abordé la personnalité de l’Emir Abdelkader du point de vue de l’environnement et des endroits où il a vécu à Damas, présentant des

photos des maisons qu’il a occupées dans cette ville et qui sont conservées de manière “remarquable”, a-t-elle ajouté.

coraniques, Mohamed Hassouni, ainsi que les représentants de différentes instances nationales et du corps diplomatique accrédité en Algérie, outre des enseignants et des spécialistes de la vie de l’Emir venus discuter de la dimension spirituelle et humaine de cette figure historique. Le colloque met en lumière la référence intellectuelle de tolérance et les principes humanitaires de l’Emir Abdelkader sur les plans national et mondial, mais aussi sa culture empreinte de créativité. Cet événement coïncide avec la célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération, dans le cadre de programmes intensifs qui accordent une importance majeure à la Mémoire et à ceux qui ont tout sacrifié pour défendre le droit des peuples à l’autodétermination, des principes défendus aujourd’hui plus que jamais par l’Algérie.

L’AG de l’ONU adopte une nouvelle résolution affirmant que le Sahara occidental est une question de décolonisation

L’Assemblée générale (AG) des Nations unies a adopté, lors de sa 79e session, une résolution sans vote concernant la question du Sahara occidental, inscrite à l’ordre du jour sous le point relatif à la mise en œuvre de la Déclaration sur l’octroi de l’indépendance aux pays et aux peuples colonisés, dans laquelle, elle a réaffirmé le cadre juridique de la question du Sahara occidental, en tant que question de décolonisation, infligeant ainsi un nouveau revers au régime de l’occupant marocain.

Selon l’Agence de presse sahraouie (SPS), l’AG a pris acte du rapport du Secrétaire général de l’ONU, daté du 24 juillet 2024 et présenté à cette session. Ce rapport souligne que la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (4e Commission) ainsi que le Comité spécial chargé de la situation concernant l’application de la Déclaration sur l’octroi de l’indépendance aux pays et aux peuples colonisés (Comité des 24), considèrent que le Sahara occidental comme une question de décolonisation.



Par cette résolution, l’AG réaffirme le droit inaliénable de tous les peuples à l’autodétermination et à l’indépendance conformément aux principes de la charte de l’ONU et à la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, portant Déclaration sur l’octroi de l’indépendance aux pays et aux peuples colonisés.

L’AG a également réitéré son engagement envers le peuple du Sahara occidental et a demandé au Comité des 24 de poursuivre l’examen de la situation du Sahara occidental, en tant que territoire à décoloniser. Le secrétaire général est également invité à fournir un rapport sur l’application de cette résolution lors de la prochaine session.

L’Algérie appelle toutes les parties syriennes à l’unité et à la paix pour préserver la sécurité et la stabilité du pays

L’Algérie a appelé, dimanche, devant les récents développements de la situation et les changements accélérés en cours en Syrie, toutes les parties syriennes à l’unité et à la paix pour préserver la sécurité et la stabilité du pays et l’unité et l’intégrité de son territoire, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines.

“L’Algérie suit avec une grande attention les récents développements de la situation et les changements accélérés en cours en République arabe syrienne et appelle toutes les parties syriennes à l’unité et à la paix et à œuvrer pour la préservation de la sécurité et de la stabilité du pays et de l’unité et de l’intégrité de son territoire”, lit-on dans le communiqué.

“L’Algérie réaffirme son soutien au peuple syrien frère, avec lequel le peuple algérien partage des pages lumineuses d’une histoire commune fondée sur la



solidarité et l’entraide”, ajoute la même source.

“L’Algérie appelle également au dialogue entre les enfants du peuple syrien, dans toutes ses composantes, les invitant à faire prévaloir les intérêts supérieurs de la Syrie, pays frère, à préserver les biens et les ressources du pays et à se tourner vers l’avenir pour bâtir un pays rassembleur doté d’institutions issues de la volonté du peuple syrien, loin de toute ingérence étrangère”, conclut le communiqué.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia
Abdelaziz, rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s’adresser à : l’Entreprise Nationale de communication d’Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l’objet d’aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

La Banque mondiale salue les avancées économiques de l'Algérie

Ousmane Dione, vice-président de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), a récemment souligné la dynamique positive de l'économie algérienne, lors d'une intervention sur la Chaîne 3 de la Radio nationale. Selon lui, les réformes entreprises et les résultats obtenus par le gouvernement algérien méritent d'être salués.

Dès le début de son intervention, M. Dione a mis en avant la reprise économique algérienne amorcée depuis 2021. Avec un taux de croissance estimé entre 3,9% et 4% par an, l'Algérie affiche une stabilisation et une augmentation régulière de sa production économique.

Cette croissance repose donc principalement sur les exportations d'hydrocarbures, tout en bénéficiant d'efforts significatifs pour diversifier l'économie. « L'Algérie est en train de progresser de manière tout à fait positive. Il faudra la féliciter pour ces progrès et l'inciter à continuer à aller de l'avant », a-t-il déclaré, en



saluant les performances hors hydrocarbures du pays. Parmi les indicateurs favorables, le vice-président a noté :

•Un solde positif de la balance courante depuis 2022.

•Une augmentation des réserves de change, couvrant aujourd'hui l'équivalent de 16 mois d'importations.

M. Dione a également salué des initiatives dans des secteurs porteurs, tels que l'agriculture, le tourisme, et le digital. Ces efforts renforcent la résilience de l'économie algérienne face aux défis internationaux, tout en stimulant l'investissement et l'innovation locale.

Une politique sociale remarquable et une inflation maîtrisée

L'Algérie se distingue aussi par sa capacité à maintenir une politique sociale ambitieuse,

même dans un contexte économique mondial incertain. Selon M. Dione, « la phase inflationniste a été bien maîtrisée », et les prix sur le marché algérien demeurent largement abordables par rapport aux prix mondiaux.

Cette maîtrise de l'inflation s'accompagne d'une hausse temporaire du déficit budgétaire, due aux nombreuses interventions de l'État. Ces efforts visent à préserver le pouvoir d'achat des citoyens, une priorité qui, selon le vice-président de la Banque mondiale, est « rare dans le contexte actuel ».

En investissant dans des mesures sociales et économiques, l'Algérie soutient ses populations vulnérables tout en renforçant les bases de sa reprise. Pour M. Dione, « il n'y a pas beaucoup de pays qui peuvent se permettre d'investir autant pour soutenir le pouvoir d'achat de leurs populations ». Cette politique témoigne de la volonté du pays de conjuguer croissance économique et justice sociale.

Des opportunités stratégiques pour l'avenir

Au-delà des succès actuels, Ousmane Dione a encouragé l'Algérie à consolider ses avancées en misant sur sa position géographique stratégique. Le pays, situé au carrefour de l'Europe et de l'Afrique, pourrait jouer un rôle clé dans les échanges commerciaux, économiques, et technologiques à travers le continent.

Parmi les axes d'amélioration, il a notamment mentionné la nécessité de mieux communiquer sur les réalisations algériennes : « Les chiffres parlent d'eux-mêmes, mais il faut plus d'effort de marketing pour faire connaître les progrès réalisés par l'Algérie ». Des succès comme le développement des infrastructures, le dessalement de l'eau de mer ou encore les investissements énergétiques restent parfois méconnus, limitant leur potentiel d'attraction pour les investisseurs internationaux.

M. Dione a également souligné l'importance des investissements directs étrangers (IDE), qui peuvent être stimulés par des cadres réglementaires stables et des incitations fiscales

compétitives. Selon lui, l'Algérie peut devenir « un vecteur de progrès économique » pour l'Afrique, tout en jouant un rôle moteur dans la diffusion de technologies et la création d'emplois de qualité.

Un optimisme mesuré, mais prometteur

Le vice-président de la Banque mondiale a conclu son intervention en rappelant les progrès déjà accomplis par l'Algérie, tout en encourageant le pays à poursuivre ses efforts pour relever les défis à venir. Dans un monde en mutation, l'Algérie dispose d'atouts indéniables pour consolider sa place sur la scène économique régionale et mondiale.

Avec une économie stabilisée, une politique sociale forte et une stratégie axée sur l'avenir, l'Algérie semble prête à transformer ces opportunités en résultats concrets. « L'Algérie est en train de progresser de façon tout à fait positive... Il faudra la féliciter pour ces progrès et l'inciter à continuer à aller de l'avant », a conclu M. Dione.

Caisse Nationale des Retraites (CNR) :

La nouvelle procédure de renouvellement du droit à la retraite

Chaque année, les retraités algériens doivent prouver qu'ils remplissent toujours les conditions d'éligibilité à continuer de percevoir leur pension de retraite. Pour simplifier cette procédure annuelle, la CNR (Caisse Nationale des Retraites) a introduit quelques changements. La CNR propose alors aux retraités une approche réorganisée, plus claire et mieux adaptée aux différentes catégories de bénéficiaires. De plus, une initiative numérique a été mise en place, permettant de prouver son éligibilité à distance grâce à une simple reconnaissance faciale via l'application « Takaoudi ». Cela évite le déplacement physique, notamment aux personnes âgées et les habitants des zones rurales,

et simplifie les démarches administratives.

Application Takaoudi : La CNR facilite le renouvellement des documents de retraite

Le renouvellement des documents justificatifs d'éligibilité à l'allocation de retraite est une procédure administrative effectuée annuellement, au cours du mois de naissance du bénéficiaire. Sur sa page Facebook, la CNR a rappelé aux retraités les démarches à suivre, les documents requis selon le type d'allocation, et a appelé à l'utilisation de sa nouvelle application « Takaoudi », accessible aux utilisateurs depuis quelques mois.

CNR :

Quels sont les documents

requis pour le renouvellement annuel des pensions ?

En effet, chaque catégorie de bénéficiaire doit présenter des documents spécifiques, prouvant l'éligibilité à l'allocation. Les personnes en situation de retraite directe doivent fournir une attestation familiale de l'état civil avec mentions marginales. Pour les retraités célibataires, une attestation de vie est obligatoire. Cependant, pour les bénéficiaires d'une pension de retraite transférée, les documents à fournir varient en fonction de leur situation précise. Que voici :

Conjoint(e) survivant(e) (veuf ou veuve)

- Une attestation de non-remariage ;
- Une attestation familiale de l'état civil avec mentions



marginales ;

Orphelins majeurs

- Une attestation scolaire pour les bénéficiaires âgés de moins de 21 ans ;

- Une copie du contrat d'apprentissage pour les bénéficiaires âgés de moins de 25 ans ;

Fille orpheline majeure

- Une attestation de non-mariage ;
- Une attestation de non-exercice d'une activité professionnelle rémunérée ;

Ascendants (parents)

- Une attestation familiale de l'état civil avec mentions

marginales, attestant que vous êtes en vie pour bénéficier de l'allocation retraite ;

Fils en incapacité de travailler

- Une attestation de non-exercice d'une activité professionnelle rémunérée ;

- Une attestation familiale de l'état civil avec mentions marginales ;

Par ailleurs, afin de réduire les files d'attente dans les agences, la CNR et s'aligne avec l'initiative du gouvernement, visant à numériser les services administratifs. L'établissement a mis à disposition des bénéficiaires l'application « Takaoudi ». Cette dernière permettra de prouver en ligne que l'individu est en vie. Il suffit de prendre une photo selfie via l'application.

Véhicules dont l'année de mise en circulation est inconnue :

Les propriétaires invités à régulariser leur situation

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a appelé, dimanche dans un communiqué, les propriétaires de véhicules dont l'année de mise en circulation est inconnue, à les soumettre à un contrôle de conformité, afin de régulariser leur situation.

« Dans le cadre des mesures visant à prendre en charge les préoccupations des

citoyens, le ministère informe l'ensemble des propriétaires de véhicules dont l'année de mise en circulation est inconnue (XXXXX-X22-XX) ou (XXXXX-X33-XX), qu'ils sont invités à se présenter aux services des mines territorialement compétents en vue de soumettre leurs véhicules à un contrôle de conformité, et de leur permettre ainsi de finaliser les procédures

d'immatriculation selon l'année déterminée par les services compétents », a précisé la même source.

Cette démarche permettra à ces propriétaires de « régulariser la situation de leurs véhicules, de circuler légalement, de les soumettre à un contrôle technique, et leur offre la possibilité de les vendre », selon le même communiqué.



EXAMENS UNIVERSITAIRES DU 1^{ER} SEMESTRE : Les dates et le système annoncés

Les universités algériennes ont officiellement fixé la période des examens du premier semestre à une date stratégique. Ces derniers débiteront immédiatement après les vacances d'hiver, selon les annonces de plusieurs établissements. Cette décision s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de l'Enseignement supérieur, qui exige que toutes les épreuves pratiques et dirigées soient achevées avant le 19 décembre. Dès le 6 janvier 2024, les examens écrits seront lancés, marquant ainsi le début de la phase de validation académique pour les étudiants. Ces

derniers devront non seulement obtenir une moyenne générale minimale de 10/20, mais aussi compenser leurs notes dans les différentes unités d'enseignement (UE) grâce à un système basé sur les coefficients. Cette approche garantit une évaluation plus équitable, tout en mettant en avant les performances globales de l'étudiant. Un système de rattrapage encadré En cas d'échec au premier semestre, les étudiants auront l'opportunité de participer aux examens de rattrapage. Ces épreuves permettent de se concentrer uniquement sur les matières où la moyenne n'a pas

été atteinte. Lors de cette seconde chance, la note obtenue au rattrapage remplace celle de l'examen final, alors que les notes des travaux pratiques et des contrôles continus restent inchangées. Si, malgré cette opportunité, le semestre n'est pas validé, les unités déjà réussies avec une moyenne supérieure ou égale à 10/20 seront conservées pour l'année suivante.

Vers une organisation universitaire plus moderne L'intégration de la plateforme numérique "Progrès" marque une avancée significative dans la gestion des résultats académiques. Elle



permet non seulement une saisie rapide des notes, mais également une transparence accrue pour les étudiants, qui peuvent suivre leur progression en temps réel.

Cette modernisation s'inscrit dans une logique de renforcement de la qualité de l'enseignement supérieur en Algérie. Par ailleurs, le passage entre les différentes années

universitaires repose désormais sur des critères clairs et adaptés. Les étudiants peuvent évoluer dans leur cursus en validant un nombre minimal de semestres et de crédits tout en respectant les exigences pédagogiques.

Les efforts des institutions pour organiser ces échéances académiques témoignent d'une volonté de professionnalisation accrue. Cette nouvelle dynamique offre aux étudiants des conditions propices à la réussite, tout en valorisant la rigueur et l'engagement dans le travail universitaire.

EDUCATION NATIONALE: Sadaoui poursuit ses rencontres bilatérales avec les partenaires sociaux



Le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, poursuit les rencontres bilatérales qu'il a entamées jeudi dernier avec les partenaires sociaux, indique dimanche un communiqué du ministère.

Rencontrant, samedi au siège du ministère, le Coordinateur national et des membres du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (SNAPEST), en présence de cadre de l'Administration centrale, le ministre a pris note des préoccupations soulevées par les représentants de cette organisation syndicale, notamment celles liées au volet socioprofessionnel, précise le communiqué.

Le Coordinateur national du SNAPEST s'est réjoui de ces rencontres bilatérales, qui, selon le communiqué du ministère, "permettent d'être à l'écoute du partenaire social et de discuter des préoccupations des employés du secteur,

notamment celles d'ordre socioprofessionnel, pour les prendre en charge dans le cadre de la législation en vigueur, aplanir les difficultés et améliorer les performances au service du secteur".

Concernant la méthode de traitement des préoccupations soulevées par le partenaire social, le ministre a expliqué que les préoccupations liées aux dossiers nécessitant la consultation de l'ensemble des organisations syndicales seront traitées au terme des dites consultations, tandis que celles nécessitant une intervention directe du ministère seront examinées et prises en charge dans ce cadre.

M. Sadaoui a en outre fait savoir que son département s'attelait déjà à la prise en charge de plusieurs préoccupations, à travers des mesures concrètes, précisant que le partenaire social sera tenu informé des dispositions prises concernant les dossiers nécessitant davantage d'examen.

LA NUMÉRISATION DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION EN ALGÉRIE : Une transition numérique nécessaire mais complexe

Depuis plusieurs mois, le secteur de l'éducation nationale en Algérie traverse une phase de transformation numérique ambitieuse, visant à moderniser les processus administratifs et à simplifier l'accès des élèves et des enseignants aux services publics.

Cependant, les premiers retours sur l'implémentation des outils numériques dans le cadre scolaire ont mis en évidence des défis inattendus et des dysfonctionnements qui ont mis à mal l'efficacité attendue du système. Les récentes conférences nationales sur la numérisation, organisées en décembre, ont permis de faire un bilan de ces avancées tout en soulevant des questions cruciales sur l'avenir de cette transition.

Une numérisation qui complique plutôt qu'elle ne simplifie

Lors des premières conférences sur la numérisation, organisées dans tout le pays, plusieurs dysfonctionnements ont été mis en évidence concernant le système d'enregistrement des élèves et la gestion des inscriptions scolaires. Au cœur du problème se trouve la plateforme numérique, mise en place pour centraliser les démarches administratives, notamment l'inscription des élèves dans les établissements scolaires. Bien que l'objectif initial ait été de simplifier les tâches des directeurs d'établissements, des parents et des élèves, la réalité a été bien différente.

Les rapports des commissions locales, qui ont clôturé leurs travaux le 5 décembre, montrent que l'introduction de ces technologies a généré davantage de confusion que d'efficacité. Plusieurs aspects du système ont été jugés non conformes aux lois et aux textes en vigueur, notamment en ce qui concerne la gestion des délais et des processus d'inscription. Par exemple, les plateformes imposaient des dates précises pour les inscriptions, ce qui a entravé la fluidité des démarches et a retardé la rentrée scolaire de nombreux élèves.

Des problèmes structurels liés à la plateforme

Les rapports des conférences révèlent un problème majeur : la plateforme est souvent mal adaptée aux spécificités du système éducatif algérien. L'une des critiques principales concerne la



gestion des inscriptions. En imposant des délais stricts pour l'inscription des élèves, le système néglige un principe fondamental inscrit dans la constitution algérienne : l'éducation est un droit.

Par conséquent, cette approche a provoqué des retards dans l'inscription des élèves et a compliqué l'accès à l'éducation pour plusieurs d'entre eux. En conséquence, plusieurs élèves n'ont pas pu accéder à l'éducation en temps voulu, faute d'un enregistrement à temps sur la plateforme numérique. Ce dysfonctionnement a exacerbé les inégalités d'accès à l'éducation, en particulier dans les zones rurales et les régions les plus reculées.

La plateforme a également posé problème concernant le transfert des élèves d'une institution à une autre ou d'une wilaya à une autre. Normalement, ces démarches relèvent d'une procédure administrative simple, souvent facilitée par une « mobilité des parents » due à des raisons professionnelles ou géographiques. Cependant, avec la numérisation, ces démarches sont devenues opaques, avec des délais imposés qui ont engendré confusion et mécontentement.

Une révision nécessaire pour améliorer l'expérience utilisateur

Face à l'ampleur de ces critiques, le ministère de l'Éducation nationale a pris des mesures pour évaluer et rectifier la situation. Les autorités ont lancé un premier sondage national le 6 décembre 2024 pour collecter les avis des différents acteurs impliqués dans la numérisation du secteur éducatif, notamment les enseignants, les directeurs d'établissements, et les parents d'élèves. Ce sondage vise à évaluer l'impact des outils numériques sur le système éducatif et à recueillir des suggestions pour améliorer leur efficacité.

Ce sondage, qui restera ouvert jusqu'au 19 décembre, vise à identifier les problèmes spécifiques rencontrés par les usagers de la plateforme et à

proposer des solutions pour améliorer le système.

Le ministre de l'Éducation, Mohamed El-Said Saâdawi, a souligné l'importance d'une approche collaborative pour résoudre ces difficultés. Il a exprimé son engagement à travailler en concert avec les syndicats d'enseignants et les autres parties prenantes pour apporter des solutions durables.

Selon lui, la numérisation doit avant tout servir les usagers et non compliquer leur quotidien. Ce travail participatif permettra d'apporter des ajustements nécessaires pour rendre la plateforme plus fluide et plus fonctionnelle avant son lancement officiel de la « version 2025 » prévue pour mars prochain.

Une transition numérique nécessaire mais complexe

Le processus de numérisation dans le secteur éducatif n'est pas sans défis, mais il reste indispensable pour moderniser l'administration publique et répondre aux besoins des générations futures. La transition numérique est un projet ambitieux qui nécessite une planification rigoureuse et une évaluation constante de ses effets sur le terrain.

L'objectif de simplification est louable, mais sa mise en œuvre doit s'adapter aux spécificités locales et aux réalités du terrain, en particulier dans un pays comme l'Algérie où les disparités régionales restent marquées. Les autorités doivent donc veiller à ce que les solutions proposées répondent aux besoins variés des différentes régions et ne créent pas d'inégalités dans l'accès aux ressources numériques.

À l'issue des conférences régionales, prévues pour les 22 et 23 décembre 2024, les recommandations issues des discussions devraient permettre d'affiner le système et de préparer le terrain pour un déploiement plus efficace en 2025. Si le gouvernement parvient à résoudre les problèmes actuels, il pourrait établir une base solide pour l'avenir de la numérisation dans le secteur de l'éducation.

En somme, cette révision critique du système numérique est une étape essentielle pour garantir que la numérisation ne soit pas simplement une tendance technologique, mais un outil véritablement efficace au service de l'éducation nationale.

CONSEIL DES MINISTRES :

Augmentation de l'allocation touristique et l'allocation du hadj

Une importante décision a été prise lors du Conseil des ministres présidé par le président Abdelmadjid Tebboune : le montant de l'allocation touristique et l'allocation du hadj ont été revus à la hausse.

Désormais, les adultes pourront bénéficier d'une allocation de 750 euros par an, tandis que les mineurs pourront prétendre à une somme de 300 euros par an. Parallèlement, l'allocation du hadj a été fixée à 1000 dollars par pèlerin.

Par ailleurs, le Conseil des ministres a également abordé d'autres sujets d'actualité, notamment les progrès réalisés dans les projets ferroviaires, le plan agricole pour 2024-2025,

ainsi que des questions touchant directement la vie quotidienne des Algériens.

Cette décision du gouvernement est perçue comme une mesure sociale importante, susceptible de stimuler l'économie nationale et de renforcer le pouvoir d'achat des ménages.

Il est important de rappeler que l'allocation touristique en Algérie était fixée à un montant symbolique de 15 000 DA (environ 100 euros) depuis plus de 25 ans.

Ce montant, largement insuffisant pour couvrir les dépenses liées à un voyage à l'étranger, contraignait les voyageurs algériens à recourir à des solutions alternatives, souvent coûteuses et peu sécurisées.

Le nouveau montant de l'allocation touristique fixé

Cette mesure, saluée par les experts, est également perçue comme un moyen efficace de lutter contre le marché noir des devises. En effet, la demande de devises étrangères est en grande partie liée aux voyages à l'étranger.

En augmentant l'allocation touristique, les autorités espèrent réduire considérablement cette demande et ainsi stabiliser le cours du dinar.

Nacer Souleimane, expert financier, explique que « cette décision est une réponse directe aux préoccupations des citoyens et une tentative de réguler un marché parallèle qui a longtemps prospéré ».



Abdelkader Briche, membre de la commission des finances au Parlement, se félicite de ces initiatives et estime qu'elles permettront de « préserver la dignité des Algériens qui souhaitent voyager ». Il s'attend à ce que les effets de ces mesures se fassent sentir rapidement sur le marché des devises.

Ces décisions interviennent quelques jours après un règlement de la Banque d'Algérie fixant à 7500 euros le montant des devises que les résidents et non-résidents peuvent exporter d'Algérie chaque année civile, contre le même montant par voyage auparavant.

90 MILLIARDS DE DOLLARS À EXPLOITER : L'Algérie adopte les banques numériques

L'économie algérienne vient d'entrer dans une nouvelle ère bancaire avec l'autorisation d'établir des banques numériques. Une première en Algérie, qui promet une transformation majeure.

Les experts s'accordent à dire que ce changement offrira de nombreux avantages à l'économie de l'Algérie, notamment la réduction de la dépendance à la monnaie physique, la lutte contre le marché noir, la simplification des services financiers et bien plus encore.

Cependant, l'exercice d'activités de banque digitale est soumis à des lois strictes, établies par le règlement n 24-04, signé le 13 octobre 2023 par le gouverneur de la Banque d'Algérie.

L'Algérie passe à l'ère des banques numériques :

Un cadre légal strict pour un secteur prometteur

L'autorisation de créer des banques numériques en Algérie repose sur des règles rigoureuses parues au Journal officiel (JO) n°77. De plus, le règlement établi l'année dernière précise les modalités d'octroi d'agrément et les règles applicables sur les activités de banques digitales. Voici les principales conditions d'implantation de banques numériques en Algérie :

- Participation obligatoire d'une banque locale : un des actionnaires doit être une banque algérienne reconnue dans les services bancaires en ligne. De plus, cette dernière détiendra au moins 30 % du capital ;

- Siège social en Algérie : pour la gestion administrative et le traitement des plaintes des

clients, les banques numériques doivent s'implanter en Algérie ;

- Les agences physiques classiques ne sont pas autorisées : les banques peuvent uniquement ouvrir des agences numériques automatisées ;

- Les prêts sont limités : les banques numériques peuvent accorder des crédits uniquement aux petites et moyennes entreprises (PME). Cependant, des exceptions limitées peuvent s'appliquer aux grandes entreprises ;

Des banques numériques pour la première fois en Algérie : Un potentiel de 90 milliards de dollars à exploiter

L'arrivée des banques numériques en Algérie marque un tremplin vers une économie modernisée. De plus, ces agences permettront de stimuler le développement



des start-ups. Ainsi, apporter un appui à l'innovation et à l'économie du savoir.

Cependant, avec 12,5 millions de comptes bancaires cumulant aujourd'hui 28 milliards de dollars. La mise en œuvre de banques numériques pourrait doubler le nombre de comptes bancaires. Notamment avec l'intégration des 90 milliards de

dollars qui circulent actuellement dans l'économie parallèle.

En effet, l'intégration de ces fonds, qui sont jusque-là hors des circuits officiels, aux banques numériques, représentent un potentiel financier à exploiter, notamment pour financer certains projets et soutenir les petites et moyennes entreprises algériennes.

L'USINE FIAT D'ORAN PREND DE L'AVANCE : La nouvelle extension inaugurée en 2025

Le groupe Stellantis a annoncé samedi que les travaux d'extension de son usine Fiat à Oran, lancés au premier trimestre de cette année, ont atteint 40% d'avancement.

Dans un communiqué, le groupe a précisé que l'achèvement de ces travaux est prévu pour 2025. Cette étape stratégique vise à augmenter la capacité de production de l'usine italienne située à Taфраoui et à renforcer l'intégration locale, afin de mieux répondre à la demande nationale en véhicules produits sur place.

Dans le cadre de son plan de développement et conformément

aux dispositions du cahier des charges régissant le secteur automobile, Stellantis a lancé en mars 2024 les travaux d'extension de l'usine de Taфраoui, afin d'intégrer les opérations de ferrage et de peinture.

Cette évolution permettra d'augmenter la capacité de l'usine et de lancer la production selon le système CKD (Completely Knocked Down) pour les véhicules de la marque Fiat.

Stellantis accélère la cadence de l'extension de l'usine FIAT à Oran

Le directeur des opérations

du groupe dans la région Moyen-Orient et Afrique, Samir Cherfan, avait déclaré à l'époque que l'objectif de cette initiative était d'augmenter le taux d'intégration locale des véhicules et de créer de nouveaux emplois dans ce secteur.

Il avait souligné que cette extension permettrait de créer jusqu'à 2000 nouveaux emplois et de contribuer au développement de l'industrie automobile algérienne.

Cherfan avait ajouté : « Quelques semaines après l'inauguration de l'usine Fiat près d'Oran, Stellantis a franchi une nouvelle étape de son projet industriel en



lancant les travaux d'extension de cette usine, avec deux ans d'avance sur le calendrier prévu.»

En résumé, Stellantis poursuit sa stratégie de développement en Algérie en accélérant les

travaux d'extension de son usine Fiat à Oran. Cette décision vise à renforcer la production locale, créer de nouveaux emplois et mieux répondre aux besoins du marché algérien en matière de véhicules.

ANNABA/CHETAIBI

Le Chef de daïra s'engage à tout mettre en œuvre pour répondre aux préoccupations des habitants

Imen.B

En exécution des instructions du wali d'Annaba, et dans le cadre de la prise en compte des préoccupations des citoyens et des associations, le chef de daïra de Chetaibi, Walid Zernadji, a présidé, hier, une réunion au siège de la daïra. Ont assisté à ce conclave, le Secrétaire général de l'APC, l'adjoint chargé des travaux, le directeur

de l'établissement hospitalier "Ahmed Gouasmia", le chef de secteur forestier, les représentants des services des transports et du logement, de la pêche maritime, de l'OPGI ainsi que les chefs de secteurs de ladite localité.

Cette réunion a eu pour objectif de souligner l'importance d'une approche inclusive pour apporter des solutions aux problèmes soulevés par les habitants de la commune, visant à améliorer

leurs conditions de vie. Cette approche montre l'engagement des autorités envers les citoyens en vue de leur bien-être. Les résolutions prises lors de cette séance de travail démontrent la volonté de la commune de collaborer avec les représentants de la société civile à l'effet de relever les défis locaux. Cette dynamique offre des perspectives prometteuses pour l'avenir de la localité.



ANNABA:

Formation au profit des Présidents des APC

Sihem.Ferdjallah

Dans le cadre des efforts continus visant à améliorer la gestion locale et à renforcer les compétences des présidents des Assemblées Populaires Communales (APC), le Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, en collaboration avec le secteur de l'Agriculture et du Développement Rural, organise des journées de formation du 08 au 12 décembre 2024. Cette initiative vise à approfondir



les connaissances en matière d'investissement agricole et de gestion des ressources naturelles, en abordant des thématiques liées aux défis agricoles et forestiers. La formation est assurée par des cadres de la Direction des Services Agricoles et de la Conservation des Forêts

de la wilaya d'Annaba, en coordination avec la Direction de l'Administration locale et le service des ressources humaines. Les journées de formation couvriront plusieurs axes essentiels,

Des sessions seront consacrées aux procédures d'attribution et de suivi des terres agricoles, ainsi qu'aux mécanismes de protection et de préservation de ces terres pour garantir leur durabilité. Ce volet abordera la protection et le développement des terres pastorales, la gestion des crises sanitaires liées à la santé

animale, le contrôle sanitaire des viandes dans les abattoirs, et les dispositifs de surveillance et de lutte contre les facteurs nuisibles agricoles.

En matière de gestion forestière et de protection des ressources naturelles, la formation inclura une présentation de la loi forestière, des stratégies de prévention contre les incendies de forêts, ainsi que des discussions sur les zones protégées et la réglementation de la chasse.

Ces journées de formation interviennent à un moment où le secteur agricole et forestier

fait face à des défis croissants nécessitant une gestion locale efficace et informée. En renforçant les capacités des présidents des APC, cette initiative vise à assurer une gestion optimale des projets de développement rural et à améliorer les services rendus aux citoyens. Cette démarche traduit l'engagement des autorités à outiller les responsables locaux pour promouvoir le développement durable, garantir la sécurité alimentaire et préserver les richesses naturelles du pays.

ANNABA / HJAREDDIS

Visite de terrain et suivi du projet routier à la cité "440 logements"



S.Y

En exécution des directives du wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, visant à assurer un suivi rigoureux des projets en cours, une sortie de terrain a été organisée dans la commune de Sidi Amar, plus précisément à la cité "440 logements" à HjarEddis. Cette visite a été menée par le chef de daïra d'El-Hadjar, accompagné du chef de la section des ressources en eau,

ainsi que des représentants des services de l'urbanisme, de la construction et de l'architecture, en collaboration avec les équipes techniques de la commune. L'objectif principal de cette sortie était d'inspecter l'avancement des travaux de réalisation d'une route reliant ladite cité à la RN129 à HjarEddis. Ce projet d'une importance capitale vise à améliorer la mobilité des habitants et leur faciliter

l'accès aux infrastructures essentielles.

Durant cette visite, les responsables ont pris le temps d'écouter les préoccupations des résidents du quartier. Ces doléances, ont trait principalement à la qualité de vie et aux infrastructures, et feront l'objet d'une étude approfondie en concertation avec les différentes directions et services concernés, tout en tenant compte des disponibilités budgétaires.

ANNABA/PROPRETÉ URBAINE

L'installation des bacs à ordures se poursuit à Rizzi Amor

Imen.B

Dans le cadre de la gestion des ordures ménagères, l'APC d'Annaba vient de se doter d'une dizaine de bennes à ordures qui seront réparties au niveau de plusieurs citées de la commune notamment au niveau du

boulevard Rizzi Amor (Ex Chapuis). Les services de la voirie de l'APC d'Annaba ont procédé à l'installation de nouveaux bacs, Selon notre source. Plusieurs équipes d'agents communaux dotées des moyens nécessaires ont été réparties au niveau

de ladite cité relevant de l'APC pour procéder à l'installation de nouveaux bacs afin de remplacer les anciennes bennes abimées. Des mesures dissuasives seront prises contre tous ceux qui font preuve de négligence dans le domaine de la propreté. Cette

mesure vise à améliorer la gestion des déchets et à offrir un environnement plus propre et plus sain pour les habitants. Cette distribution permettra une couverture optimale de la commune garantissant ainsi une collecte efficace des déchets.



ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA Les brigade opérationnelles des mandats intensifie ses efforts pour lutter contre la criminalité



Sihem Ferdjallah

Dans le cadre des efforts continus déployés par les services opérationnels de la sûreté de wilaya d'Annaba pour éradiquer toutes formes de criminalité, la brigade des mandats a réussi, au cours des dernières 24 heures, à interpellier cinq individus recherchés par les autorités judiciaires en vertu de mandats d'arrêt.

Ces individus sont impliqués dans diverses affaires criminelles, notamment

trafic de psychotropes, vol qualifié, création de lieux de débauche et de prostitution, recel d'objets volés, trafic illégal de stupéfiants. Les services de sécurité de la wilaya d'Annaba réaffirment leur détermination et leur engagement à poursuivre ces opérations avec la même rigueur et conviction. Leur objectif principal demeure la lutte contre le crime sous toutes ses formes et la garantie de la sécurité et du bien-être des citoyens.

ANNABA: Prise de mesures pratiques pour faire face aux conséquences des intempéries



Sihem Ferdjallah

Conformément aux instructions des autorités publiques visant à réduire les risques liés aux intempéries et à gérer leurs conséquences, les services locaux compétents ont lancé des opérations sur le terrain afin de prévenir les catastrophes et d'améliorer l'état de préparation des équipes d'intervention.

Ces interventions comprennent le désengorgement des cours d'eau, le nettoyage des avaloirs pour l'évacuation des eaux pluviales, ainsi que le débroussaillage des abords des routes afin d'assurer la fluidité du trafic et éviter les blocages potentiels liés aux intempéries. Ces efforts ont été accompagnés par le déploiement de plans d'organisation

des secours, en collaboration avec les services de la Protection Civile. Ces plans visent à tester le niveau de préparation des ressources humaines et logistiques mobilisées pour faire face aux situations d'urgence et de simulation pour renforcer la coordination.

Dans le même cadre, certaines wilayas ont organisé des simulations d'interventions en cas d'urgence. Ces exercices ont pour but de renforcer la coordination entre les différents corps concernés et d'assurer une réponse efficace et rapide face aux risques potentiels.

Les autorités locales ont intensifié leurs efforts pour garantir la sécurité des citoyens et protéger leurs biens contre les effets des intempéries.

La DCP inspecte et contrôle les pratiques commerciales à El Hadjar et Sidi Amar



S.Y

Une opération de contrôle a été menée récemment par les agents de l'inspection du commerce d'El Hadjar, dans les communes d'El Hadjar et de Sidi Amar. L'objectif principal était de vérifier la conformité des pratiques commerciales dans plusieurs commerces, notamment les boucheries, les fruits et légumes, et l'alimentation générale. Les agents ont porté une attention particulière à l'intégrité des transactions commerciales et à l'application des marges de profit réglementaires, notamment sur les viandes importées et les produits de première nécessité, souvent subventionnés. Ce contrôle a également permis de s'assurer de la disponibilité

des produits de large consommation au niveau de ces deux localités.

Cette opération s'inscrit dans une série de mesures visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens et à garantir un approvisionnement équitable en produits essentiels, notamment en cette période où la régulation des prix est un enjeu crucial pour l'État. Les services de l'inspection du commerce ont réitéré leur engagement à poursuivre ces initiatives afin de renforcer la confiance des consommateurs.

D'autres contrôles similaires sont prévus dans les prochains jours, en collaboration avec les autorités locales, pour s'assurer du respect des règles commerciales et de la disponibilité des produits subventionnés.

ANNABA: Opération d'éradication des sangliers dans les quartiers de Bussedra et Bidari

S.Y

Une opération visant l'éradication des sangliers a été menée dans plusieurs cités de la commune d'El Bouni, notamment Bussedra et Bidari. Organisée par la délégation de l'environnement et du cadre de vie sous la supervision de madame Leïla Ziani, cette initiative a mobilisé divers acteurs locaux. Face à la recrudescence des sangliers dans des zones résidentielles, les autorités locales ont répondu aux nombreuses plaintes des habitants, préoccupés par les dangers croissants liés à la présence de ces animaux. Ces derniers, de plus en plus présents dans les périphéries boisées et les espaces habités, représentent une menace directe pour la sécurité des citoyens et leurs biens.

En application des directives du P/APC, Naili Mohamed, cette campagne s'est déroulée en coordination avec l'association "Al-Rifaq" et en présence de M. Hazem Mabrouk, chef de secteur de Boukhadra 03. Un groupe d'experts et de membres de l'association, appuyé par les services de l'environnement, a été déployé pour localiser et neutraliser ces animaux dans des zones spécifiques.

Des moyens logistiques adaptés ont été utilisés afin d'intervenir avec efficacité tout en minimisant les risques pour l'environnement et les résidents. La prudence était de mise pour éviter tout



incident lors de cette opération. Selon madame Leïla Ziani, cette campagne s'inscrit dans une série d'actions programmées pour lutter contre les meutes de sangliers, dont la population a considérablement augmenté ces dernières années. Ce phénomène, dû en partie à la réduction de leur habitat naturel, pousse ces animaux à s'aventurer dans les zones urbaines en quête de nourriture.

« Notre objectif principal est de rétablir l'équilibre environnemental et de protéger la population des nuisances causées par ces animaux », a-t-elle déclaré.

Les habitants des zones concernées ont exprimé leur satisfaction face à cette opération, qu'ils jugent essentielle pour leur sécurité. Ils espèrent que d'autres initiatives similaires verront le jour pour traiter durablement cette problématique.

ANNABA / 4^{ÈME} ÉDITION DE BATIMEX : Les organisateurs à pied d'œuvre : 170 exposants au rendez-vous

Sihem.Ferdjallah
Les opportunités d'affaires et de développement des secteurs du bâtiment et de l'aménagement seront au centre d'un salon international qui se déroulera du 18 au 24 janvier à l'hôtel Sheraton sous le haut patronage du wali d'Annaba. Le Salon international

BATIMEX sera axé, autour de la promotion des différents produits et services, exposés par les PME Algériennes dans le secteur du bâtiment et de l'industrie et les services des entreprises étrangères qui opèrent dans le domaine de la technologie et du bâtiment. 170 exposants, et près de 8000 visiteurs, se retrouveront

dans un espace de 2000 m². Au programme, il est prévu 33 conférences et workshops, conçus pour éclairer les esprits sur les nouvelles tendances de l'architecture et de la construction. Un travail d'arrache-pied a été constaté et des préparatifs intenses pour être au RDV d'un événement qui a déjà honoré Annaba.



ANNABA / DIRECTION DU TOURSIME : Des Taïwanais visitent la basilique "Saint Augustin" et les ruines romaines

Imen.B
Une dizaine de touristes étrangers, principalement des Taïwanais se sont rendus, hier, sur plusieurs sites culturels et historiques au niveau de la wilaya d'Annaba selon des sources proches de la direction du tourisme de la wilaya. En effet, plusieurs visiteurs d'origine Taïwanaise se sont rendus, hier, à la basilique Saint-Augustin ainsi que sur le site

archéologique d'Hippone afin de visiter ces lieux historiques. Le site archéologique de la ville romaine d'Hippone s'étend sur 28 hectares et compte la basilique "Saint Augustin" et plusieurs autres monuments classés, à l'instar du théâtre romain, des Hammams (bains maures) et autres monuments archéologiques témoins de la grandeur de cette région. Cet engouement reflète un «bond qualitatif» en matière de tourisme culturel à Annaba.



ANNABA / JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA : Campagne de sensibilisation sur le sida organisée à la résidence universitaire de Chaiba

S.Y
À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida célébrée le 1er décembre de chaque année et dans le cadre de la prévention contre le VIH/sida, la résidence universitaire "2000 lits" sise à Chaiba a organisé une campagne de sensibilisation à l'intention des résidentes. Placée sous le slogan «Agissons ensemble pour une couverture sanitaire universelle», cette initiative avait pour but d'informer et de sensibiliser les étudiantes sur les moyens de prévention contre cette infection.

Organisée conformément aux recommandations du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ainsi qu'aux directives de la direction des services universitaires d'Annaba, cette campagne a été pilotée par la directrice de la résidence, madame S. Zrarka. Elle s'inscrit dans une dynamique de renforcement des activités préventives au sein des campus universitaires. En partenariat avec l'association "Anis" de lutte contre le sida, et avec la participation des médecins de l'unité de médecine préventive, l'événement a



comporté plusieurs volets. Des brochures d'information ont été distribuées aux étudiantes, et des séances de sensibilisation ont permis de présenter les modes de transmission du VIH, les facteurs de risque, ainsi que les moyens de se protéger efficacement. Des vidéos éducatives ont également été projetées pour renforcer les messages de

prévention, tandis que des affiches et annonces ont été exposées dans les espaces communs de la résidence.

La campagne a aussi offert une opportunité précieuse de dépistage. Des tests médicaux ont été réalisés sur place pour permettre aux étudiantes de connaître leur statut sérologique dans un cadre sécurisé et confidentiel. Par ailleurs, un espace d'échange a été aménagé pour encourager les participantes à poser leurs questions et dialoguer librement avec les experts.

La mobilisation autour de cette

initiative a été largement saluée par les résidentes. Nombreuses sont celles qui ont exprimé leur satisfaction et leur intérêt pour le sujet, se rapprochant des organisateurs pour en savoir davantage sur la lutte contre le sida.

Enfin, pour clôturer l'événement, les acteurs impliqués dans cette campagne ont été honorés pour leur contribution. Cette journée de sensibilisation a démontré, une fois de plus, l'importance des campagnes annuelles de prévention pour réduire la stigmatisation et encourager des comportements responsables.

ANNABA / ASSAINISSEMENT : Vaste opération de nettoyage et d'embellissement du cimetière Bouguentas

Imen.B
Les services à l'APC d'Annaba, ont entamé une opération d'entretien et de nettoyage, notamment les cimetières, les places publiques et des mosquées. Tous les moyens matériels et humains ont été mis

à contribution pour la réussite de l'opération d'entretien du cimetière "Bouguentas". Cette démarche d'intérêt général intervient pour permettre aux familles de se recueillir dans un environnement de propreté et de sérénité. Les équipes techniques du centre d'enfouissement

n'ont ménagé aucun effort pour éliminer les débris abandonnés par les visiteurs. En plus de la collecte des déchets, l'opération a porté sur le désherbage et l'enlèvement des débris environnants, redonnant ainsi à ces lieux une atmosphère de quiétude et de dignité.



Pays-Bas

Au moins cinq morts dans l'effondrement d'un immeuble à La Haye

Une personne a été retrouvée vivante samedi dans les débris de l'immeuble qui s'est effondré après une explosion et un incendie, selon le monde.fr.

Au moins cinq corps ont été extraits des débris d'un immeuble d'appartements à La Haye, ont signalé les autorités dimanche 8 décembre, alors que les recherches se poursuivent pour la deuxième journée après l'effondrement d'une partie du bâtiment survenu samedi. « Malheureusement, une cinquième personne décédée vient juste d'être retrouvée sous les débris », ont déclaré les pompiers dimanche matin.

« Quatre blessés ont été transportés à l'hôpital et un a été examiné sur place par les secours », ont-ils ajouté. L'une des personnes hospitalisée a été extraite vivante des débris environ douze heures après



l'explosion.

Les autorités ne savent pas combien de personnes peuvent encore être piégées sous les gravats. Le maire de la ville, Jan Van Zanen, a précisé que deux des quatre personnes hospitalisées sont dans un état grave, tandis que les deux autres vont mieux.

Au moins cinq appartements ont été détruits, avait rapporté le maire samedi lors d'une conférence de presse. Un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP) a constaté la présence de dizaines de camions de pompiers. Des débris sont éparpillés dans la rue et plusieurs fenêtres ont été soufflées. D'énormes colonnes

de fumée se sont élevées vers le ciel. Les pompiers ont lutté contre l'incendie depuis le sol et d'énormes nacelles élévatoires, tandis que les ambulances transportaient les blessés à l'hôpital et que les hélicoptères de la police tournaient au-dessus de la zone.

La police judiciaire dépêchée sur les lieux

La cause de l'explosion n'est pas encore connue, mais la police a lancé un appel à témoins concernant une voiture aperçue quittant précipitamment les lieux peu après la déflagration en début de journée. « Peu après l'explosion, vers 6 h 15 [samedi], une voiture a quitté les lieux à très grande vitesse », a déclaré la police dans un communiqué. « La police souhaiterait entrer en contact avec les personnes ayant vu cette voiture circuler ou pouvant fournir des images de caméras, » a-t-elle

précisé. Des enquêteurs de la police judiciaire ont été dépêchés sur les lieux, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Les habitants de l'immeuble ont déclaré aux médias locaux que le bâtiment était principalement habité par des personnes âgées et des familles avec des enfants. L'immeuble était occupé par des magasins au rez-de-chaussée et cinq appartements sur deux étages, ont, de leur côté, précisé les autorités.

Le premier ministre, Dick Schoof, s'est dit « choqué par les images terribles d'un immeuble d'appartements effondré à La Haye », sur X. « Mes pensées vont aux victimes, à toutes les autres personnes impliquées et aux services d'urgence qui travaillent actuellement sur les lieux », a-t-il poursuivi, promettant toute l'aide nécessaire.

Corée du Sud

Le président Yoon Suk Yeol présente ses excuses mais pas sa démission

Dans un bref message télévisé, le chef de l'Etat, qui a échoué dans la nuit de mardi à mercredi à imposer la loi martiale, a dit laisser à son parti le soin de décider de son mandat. Le Parlement doit se réunir samedi à 17 heures (9 heures, à Paris) pour se prononcer sur sa destitution, selon le monde.fr. Invisible depuis son coup de force pour tenter d'imposer, mardi 3 décembre, la loi martiale dans le pays, le président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, est finalement apparu sur les écrans de télévision, samedi 7 décembre, pour présenter ses « excuses sincères ». Mais il n'a pas remis sa démission, que beaucoup appellent, y compris dans les rangs de sa propre formation politique, le

Parti du pouvoir au peuple (PPP).

A quelques heures d'un vote du Parlement sur sa destitution, M. Yoon a annoncé, dans un bref discours télévisé, qu'il confie au PPP le soin de prendre « les mesures visant à stabiliser la situation politique, y compris concernant mon mandat ». « Je ne fuirai pas mes responsabilités légales et politiques concernant la déclaration de la loi martiale », a-t-il dit. Le chef du PPP, Han Dong-hoon, a aussitôt affirmé qu'« une démission anticipée du président est inévitable », l'exercice normal de ses fonctions étant, selon lui, « impossible dans ces circonstances ».

Mais le PPP est divisé sur la question. A l'issue d'une réunion dans la nuit de vendredi à samedi, une majorité

de députés du parti s'en sont tenus à la ligne officielle selon laquelle ils bloqueront la destitution, contre l'avis de leur chef, M. Han.

Lâché par son propre parti

Yoon Suk Yeol, 63 ans, est conspué de toutes parts après avoir, à la surprise générale, décrété la loi martiale, mardi soir, avant d'être contraint de faire marche arrière six heures plus tard sous la pression des députés et de la rue. Il est accusé par l'opposition d'avoir ébranlé la démocratie sud-coréenne et il a été jugé qu'il constituait un « danger » pour le pays.

Il est prévu que, sans démission de M. Yoon, le Parlement monocaméral se réunisse samedi à 17 heures heure



locale (9 heures à Paris) pour se prononcer sur sa destitution. Une majorité de 200 députés sur 300 est nécessaire pour le démettre. Le PPP dispose de 108 sièges

au Parlement, contre 192 pour l'opposition, qui doit donc rallier à sa cause seulement huit députés du parti du président pour le destituer, samedi.

En Géorgie, des milliers de manifestants proeuropéens ont marché vers le Parlement, à Tbilissi

Une dixième nuit de protestations contre le gouvernement, accusé d'avoir abandonné les ambitions européennes du pays, se déroule dans la capitale, selon le monde.fr. Des milliers de manifestants proeuropéens se sont réunis, samedi 7 décembre, à Tbilissi avant de marcher vers le Parlement géorgien, donnant le coup d'envoi d'une dixième nuit de protestations contre le gouvernement. Ce dernier est accusé par l'opposition d'éloigner le pays de son ambition d'intégrer l'Union européenne et d'avoir truqué les élections législatives du 26 octobre.

Changeant de tactique par rapport aux jours précédents, les manifestants se sont cette fois



rassemblés devant une université de Tbilissi, avant de se diriger vers le Parlement au son des klaxons et des sifflets, bloquant l'une des principales artères de la ville. La police géorgienne a de nouveau

fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau devant le Parlement. Plus tôt, samedi, la police avait annoncé avoir arrêté 48 personnes lors des manifestations proeuropéennes de la nuit

précédente. Le commissaire géorgien aux droits humains, Levan Iosseliani, a pour sa part une nouvelle fois estimé que la police n'avait « pas de fondement légal pour disperser une manifestation pacifique ».

La présidente géorgienne, Salomé Zourabichvili, en conflit avec le gouvernement et proeuropéenne, était pour sa part samedi soir aux cérémonies de réouverture de la cathédrale Notre-Dame de Paris, et s'y est entretenue avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, dont le pays combat une invasion russe depuis près de trois ans. Il a dit lui avoir exprimé le « plein soutien et la solidarité de l'Ukraine », appelant à « ne pas céder le pays à Poutine ».

Il y a eu 341 arrestations depuis le

début du mouvement

Au cours de neuf nuits de manifestations, la police et les protestataires se sont fait face devant le Parlement, à Tbilissi, et dans d'autres villes du pays. Selon les autorités, 341 manifestants ont été arrêtés au total depuis le début du mouvement. Près de 150 policiers ont été blessés.

La chaîne de télévision Pirveli a affirmé samedi que ses journalistes avaient été passés à tabac par des dizaines d'hommes masqués, sous le regard de policiers qui ne sont pas intervenus. La coalition d'opposition, Pour le changement, a quant à elle mis en ligne une vidéo montrant des hommes masqués attaquant ses locaux et battant le leader d'opposition Koba Khabazi.

LE PARTI BAAS EN SYRIE : Plus d'un demi-siècle de répression

Au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle en Syrie, le régime du parti Baas, qui s'est achevé dimanche avec la chute de Damas aux mains des rebelles, a été pour beaucoup de Syriens le symbole de la répression, selon Arabenews.

Le président Bachar al-Assad, au pouvoir depuis 24 ans, a réprimé dans le sang une révolte pacifique qui a éclaté en 2011 dans le sillage des révolutions arabes. Son père, Hafez al-Assad, avait lui aussi réprimé sans pitié ses opposants. Fondé le 17 avril 1947 par deux nationalistes syriens formés à Paris, Michel Aflaq, chrétien orthodoxe, et Salah Bitar, musulman sunnite, le parti Baas prônait l'unité des pays arabes.

En 1953, il fusionne avec le Parti socialiste arabe, gagnant en popularité parmi les intellectuels, les paysans et les minorités religieuses, tout en établissant des branches dans plusieurs pays arabes, notamment en Irak.

Ses deux fondateurs étaient loin de se douter que deux branches rivales de ce parti, l'une en Irak et l'autre en Syrie, allaient être à la tête de deux régimes autocratiques et ennemis.

Le 8 mars 1963, le Baas prend le pouvoir en Syrie à l'issue d'un coup d'État militaire.

Un deuxième coup d'État, dirigé notamment par le général Hafez al-Assad le 23 février 1966, écarte la direction du parti regroupée autour d'Aflaq et Bitar,

provoquant la rupture avec les baassistes au pouvoir en Irak.

Un troisième coup d'État, le « Mouvement de redressement », porté par Hafez al-Assad le 16 novembre 1970, porte ce dernier à la tête de l'État. Assad emprisonne le président déchu, Nouredine al-Atassi, pendant 23 ans.

Une nouvelle Constitution adoptée l'année suivante fait du parti Baas (qui signifie « résurrection » en arabe) le « dirigeant de l'État et de la société », et instaure le « référendum présidentiel ».

Élu président de la République par référendum en 1971, Hafez al-Assad le restera jusqu'à son décès en juin 2000.

Pendant trois décennies, le pays se referme sur lui-même



: l'opposition et la presse sont muselées, les manifestations sont interdites et l'état d'urgence est décrété.

En février 1982, le régime réprime dans le sang une insurrection

des Frères musulmans, sa bête noire, dans la ville de Hama, dans le centre du pays. En raison d'un black-out médiatique, les estimations varient entre 10 000 et 40 000 morts.

NIGER:

21 morts dans l'attaque d'un véhicule de transport de passagers dans l'ouest du pays



Au Niger, on a appris ce samedi 7 décembre qu'une attaque contre un véhicule de transport public a fait 21 morts près de Téra, dans la région du Tillabéri, dans

l'ouest du pays, jeudi dernier. L'information a été confirmée par la radio et la télévision nationales nigériennes, selon RFI.

Le véhicule de transport public

victime de l'attaque meurtrière qui a fait 21 morts, jeudi 5 décembre, dans l'ouest du Niger, avait quitté la localité de Téra où le marché hebdomadaire se tient ce jour là. Selon la radio nigérienne La Voix du Sahel, celui-ci a été intercepté à une douzaine de kilomètres de là alors qu'il faisait route vers le nord, en direction de Bankilaré, aux environs de 17 heures, par des « bandits armés » qui ont ensuite assassiné froidement plusieurs civils.

Selon le bulletin d'information des forces de défense et de sécurité diffusé à la télévision nationale dans la soirée du samedi 7 décembre, l'attaque a

fait 21 victimes au total. Leurs funérailles se sont déroulées vendredi, en présence du gouverneur de la région, le colonel Maïna Boukar, qui a « présenté les condoléances des autorités » aux familles.

Un point de passage obligé pour les milliers de camions qui ravitaillent le Niger

Épicentre des violences jihadistes dans le pays, la localité de Téra est située dans la région du Tillabéri, dans la zone dite des trois frontières entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali. Confrontée à la menace terroriste, elle est le théâtre de manoeuvres aéroterrestres contre les groupes armés depuis

plus d'une semaine dans la zone de Dolbèl, selon Télé Sahel.

Alors que la région de Téra est devenue un point de passage obligé pour les milliers de camions de marchandises qui ravitaillent le Niger en provenance du port de Lomé, au Togo, via le nord du Burkina Faso, à la suite de la mise en place de restrictions de passage à la frontière avec le Bénin au lendemain du coup d'Etat contre le président Mohamed Bazoum, un convoi de fret y avait déjà été la cible d'une attaque de grande ampleur, à la fin du mois d'octobre.

GUERRE EN UKRAINE:

Washington annonce une nouvelle aide militaire de près d'un milliard de dollars à Kiev

Pendant que Donald Trump rencontrait le président ukrainien Volodymyr Zelensky en marge de la cérémonie de réouverture de la cathédrale Notre-Dame, samedi 7 décembre, à Paris, le Pentagone a annoncé le versement d'une nouvelle tranche d'aide militaire d'un montant de 988 millions de dollars à l'Ukraine. A un mois et demi de l'arrivée du milliardaire à la Maison Blanche, l'administration Biden s'évertue à accélérer ses efforts envers Kiev, selon RFI.

Près d'un milliard de dollars - 988 millions très précisément : telle est la valeur de la nouvelle tranche d'aide militaire en

faveur de l'Ukraine annoncée ce samedi 7 décembre par les Etats-Unis. Elle comprend cette fois notamment des munitions pour l'artillerie, des drones, ainsi que des pièces et des composants pour l'entretien des systèmes d'artillerie et des blindés.

L'annonce de cette nouvelle enveloppe conséquente intervient moins d'une semaine après celle d'une autre tranche d'aide d'une valeur de 700 millions de dollars prélevée sur les stocks de l'armée américaine avec, là encore, des munitions pour l'artillerie, des missiles anti-aériens Stinger et des missiles antichar Javelin.

Un message clair avant le retour de Donald Trump à la Maison Blanche

Au moment de l'élection présidentielle remportée par Donald Trump le 5 novembre, il restait six milliards de dollars pour l'Ukraine dans les caisses américaines, somme qui, techniquement, risque de ne pas pouvoir être livrée dans son intégralité à Kiev d'ici au 20 janvier et au retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

Mais le message - délivré au moment même où le président américain élu discutait à Paris avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, sous les auspices d'Emmanuel Macron -



a le mérite d'être clair : jusqu'à son départ, l'administration Biden entend bien apporter toute l'aide possible à l'Ukraine pour la mettre dans la position la plus favorable en cas d'ouverture rapide de négociations avec la

Russie, un objectif dont Donald Trump ne s'est jamais caché même s'il n'a pas encore dit formellement non plus qu'il allait arrêter le versement de cette aide trop chère, selon lui, pour son pays.

EN :

Ce qu'il faut savoir sur le dossier Cherki

En quête de binationaux capables d'apporter un plus à l'EN, la FAF fait du dossier de l'attaquant lyonnais, l'une de ses priorités.

S'étant chargé personnellement du dossier Rayan Cherki, le président de la FAF Walid Sadi a eu de bons retours lors des contacts avec sa famille, plus particulièrement, Fabio, le père du joueur. Mais d'après une source généralement bien informée, la FAF n'avance pas sur ce dossier, les raisons sont les suivantes :

Il fallait appuyer en septembre
Selon nos informations, le président de la FAF avait pris langue avec le père de Rayan Cherki aussitôt après le baisser de rideau des JO de Paris, compétition à laquelle Rayan Cherki a participé avec l'équipe de France espoirs. Déçu par son faible temps de jeu aux JO, Rayan Cherki était décidé, après la compétition, à accepter la proposition de la FAF. Son père a d'ailleurs informé Walid Sadi

que son fils est d'accord pour représenter l'Algérie, toutefois il a exigé une seule condition du président de la FAF : « Mon fils veut un rendez-vous avec Vladimir Petkovic afin de discuter du projet sportif ». Sadi savait que c'était le moment d'appuyer sur le bouton pour l'avoir et avait, dans la foulée, transmis l'information au coach national, mais accaparé par la préparation du stage de septembre, Vladimir Petkovic va différer son voyage à Lyon pour rencontrer Rayan Cherki. D'après d'autres versions, le coach bosnien, qui prétend disposer d'assez de solutions dans son poste, aurait fait exprès de retarder son déplacement. Mal lui en prit, puisqu'entre-temps, après avoir été mis sur la touche à l'OL, Cherki revient en force et enchaîne les grosses performances jusqu'à ce que la presse française commence alors à militer pour sa convocation chez les A de Didier Deschamps. Cette campagne médiatique a fait

que le joueur change d'attitude. Croyant en son talent, Walid Sadi ne lâche pas prise et reprend langue avec son père, lequel malgré ses origines italiennes, privilégie l'Algérie, nous dit-on. Mais, avec un transfert vers une autre équipe qui se profile cet hiver ou au plus tard en été, Rayan Cherki souhaiterait d'abord quitter l'Olympique lyonnais, avant de rendre sa réponse définitive à la FAF.

Le mea culpa de la FAF

Récemment, on dévoilait dans ces mêmes colonnes que la FAF aurait exigé de Rayan Cherki de trancher à propos du changement de nationalité avant le prochain stage de mars. Cependant, pour la raison évoquée plus haut, la FAF s'est ravisée en laissant le temps au joueur et éviter de lui mettre la pression, de crainte de voir les chances de l'avoir s'amenuiser. Tout simplement, le revirement de la première instance du football national est motivé par le souci de ne pas perdre une future star mondiale.



Riyad Mahrez en lice pour le titre du " Meilleur joueur du Moyen-Orient "



Riyad Mahrez, arrivé à Al-Ahli l'année dernière en provenance de Manchester City, a marqué les esprits dès ses débuts en Arabie Saoudite. Son transfert historique est intervenu après une saison mémorable en Angleterre, où il a remporté la Premier League, la FA Cup et la Ligue des Champions, contribuant au triplé légendaire de son équipe.

Riyad Mahrez, arrivé à Al-Ahli l'année dernière en provenance

de Manchester City, a marqué les esprits dès ses débuts en Arabie Saoudite. Son transfert historique est intervenu après une saison mémorable en Angleterre, où il a remporté la Premier League, la FA Cup et la Ligue des Champions, contribuant au triplé légendaire de son équipe.

Dans sa première saison (2023/2024) avec Al-Ahli, le capitaine des Fennecs s'est rapidement imposé comme une superstar. Avec 12 buts et 14

passes décisives en 33 rencontres toutes compétitions confondues, il a joué un rôle central dans le retour d'Al-Ahli parmi les élites du football saoudien. Cette saison (2024/2025), Mahrez continue d'éblouir avec des performances de haut niveau. Toujours titulaire indiscutable, il affiche aujourd'hui déjà 7 buts et 7 passes décisives en 20 matchs, confirmant sa régularité et son talent.

Ces exploits individuels lui ont valu une nomination pour le

prestigieux prix du « Best Middle East Player », récompensant le meilleur joueur évoluant dans la région. Mahrez fait face à une concurrence féroce, notamment la légende portugaise Cristiano Ronaldo (Al-Nassr), le milieu serbe Sergej Milinković-Savić (Al-Hilal), le Marocain Soufiane Rahimi (Al-Ain), et le Saoudien Salem Al-Dawsari (Al-Hilal), qui a brillé lors de la Coupe du Monde 2022 avec l'Arabie Saoudite contre l'Argentine. Même si les chances de voir

le Fennec remporté cette distinction sont très minces, étant donné la dominance de Cristiano Ronaldo dans les votes, avec plus de 67% des votes (contre 6% pour Mahrez), cette nomination souligne l'impact immédiat de Mahrez au Moyen-Orient, où son influence dépasse les terrains, et où il peut être désormais considéré dans le top 5 des meilleurs joueurs. Le lauréat sera récompensé lors de la cérémonie des Dubai Awards 2024 le 27 décembre prochain.

Premier League : Le retour en grâce de Chelsea

Depuis son rachat par Todd Boehly, jamais Chelsea n'avait connu une période aussi flamboyante en termes de résultats et de jeu. La troupe d'Enzo Maresca, deuxième de Premier League, semble enfin avoir trouvé son rythme de croisière.

Les supporters de Chelsea ont longtemps pris leur mal en patience. Après le rachat de Todd Boehly en 2022, le club londonien faisait davantage parler de lui pour ses dépenses sur le marché des transferts et la valse permanente de ses entraîneurs. Mais cette saison, c'est différent. Avant d'aller sur la pelouse de Tottenham, Chelsea occupe la deuxième position du classement de Premier League. Si Mauricio Pochettino a sa part de responsabilité, après la deuxième partie de saison dernière réussie, cette place est surtout due au bon travail fourni par Enzo Maresca. Pourtant, l'ancien entraîneur de Leicester n'a pas connu l'arrivée la plus idoine à Chelsea. Avec plus d'une quarantaine de joueurs à sa disposition, Maresca s'est séparé, entre autres, de Lukaku, Sterling, Gallagher et Kepa, l'été dernier. S'il s'est



permis quelques retouches, avec les arrivées de Pedro Neto, João Félix ou encore Jadon Sancho, l'ex-adjoint de Pep Guardiola a choisi de travailler avec une bonne partie des joueurs déjà présents la saison passée. Un choix payant, puisque certains joueurs - en difficulté par le passé - s'imposent désormais comme des éléments importants de son 4-2-3-1.

Une confiance totalement retrouvée

C'est le cas de Moisés Caicedo, très critiqué la saison passée et qui forme aujourd'hui, avec Enzo Fernández, l'un des meilleurs milieux de Premier League. Alors que l'Argentin évolue plus haut et est plus décisif grâce à ses

passes à l'intérieur et à ses buts, l'Équatorien reste bien placé pour le couvrir et récupérer le ballon, souvent de manière très agressive (3,2 tacles/match). Lorsqu'il est en jambes, Wesley Fofana enchaîne en défense aux côtés de Levi Colwill. Récemment tancé par Maresca pour sa contribution défensive, Noni Madueke a fait mieux que la saison précédente (5 buts et 2 passes décisives en 13 rencontres) et montre que ses qualités de vitesse et de percussion peuvent lui permettre de rivaliser avec Neto et Sancho. Quant à Cole Palmer et à Nicolas Jackson, aucun autre duo ne fait mieux en Premier League. Le milieu offensif anglais continue de marcher sur

l'eau après un exercice 2023-2024 exceptionnel, pendant que l'avant-centre sénégalais est plus tueur devant le but. À eux deux, ils sont impliqués dans 26 des 31 buts inscrits par Chelsea cette saison. La meilleure attaque en championnat, rien que ça. Et en back-up, les Blues ne sont pas à plaindre : Nkunku, Félix, Mudryk, Dewsbury-Hall, Lavia, Disasi, Badiashile... Des joueurs plus titularisés en Conference League, mais qui réalisent de bonnes entrées lorsque Maresca fait appel à eux en PL. Une gestion qui peut sembler cruelle, mais qui porte ses fruits pour le moment (1er en UECL).

Un candidat sérieux au titre ?

En championnat, seuls Manchester City (0-2) et Liverpool (2-1) ont réussi à prendre le dessus face à Chelsea. Les Blues avaient par ailleurs montré un visage séduisant à Anfield, en restant fidèles à leur volonté de presser haut. Hormis ces deux revers, les Londoniens ont été convainquants contre West Ham, Brighton, Newcastle, Aston Villa et, plus récemment, Southampton. De quoi faire rêver leurs supporters. Et ça, Madueke en a conscience. « Ils peuvent

s'enthousiasmer, c'est certain. Je suis arrivé à Chelsea, il y a quelques années, et ce n'était pas toujours comme ça. Ils devraient être très excités de savoir que nous ne levons pas le pied », avait-il déclaré pour Amazon Prime, après la victoire contre les Saints (1-5), ce mercredi.

Une réponse bien différente de celle d'Enzo Maresca, interrogé la veille en conférence de presse. « Nous ne sommes pas dans la course au titre, à mon avis. Chelsea sera l'une des équipes ou l'équipe qui dominera le football anglais dans les cinq à dix prochaines années. C'est ce que j'ai dit aux dirigeants, la première fois que je les ai rencontrés. Maintenant, ils ne m'ont pas demandé d'objectif, mais juste de construire quelque chose d'important pour les années à venir. Je pense que nous sommes dans la bonne direction. En termes d'objectifs personnels, je sais que de l'extérieur, vous avez du mal à y croire, mais je veux juste voir comment les joueurs peuvent s'améliorer. » Reste à voir si l'Italien changera d'avis en cas de victoire contre les Spurs, en fin d'après-midi...

Real Madrid : La nouvelle polémique de Kylian Mbappé qui déchaîne les médias espagnols

Un fait de match qui a eu lieu lors du duel entre Girona et le Real Madrid fait beaucoup parler dans la presse ibérique ce dimanche...

Kylian Mbappé a retrouvé le chemin du but samedi soir face à Girona, tout comme le Real Madrid a retrouvé la victoire après une défaite contre l'Athletic en milieu de semaine. Un succès dont avaient besoin les Merengues, et qui leur permet en plus de recoller à deux points du FC Barcelone au classement de la Liga, avec un match de moins que les Catalans. Les médias madrilènes ne sont cependant pas encore totalement convaincus par la prestation du Bondynois, clairement dans l'ombre de son coéquipier Jude Bellingham...

Une rencontre en terres catalanes pendant laquelle Kylian Mbappé a d'ailleurs été à l'origine d'une action polémique... Effectivement, juste avant la pause, alors qu'il avait déjà écopé d'un carton jaune précédemment, l'ancien du PSG a contrôlé le ballon avec la main avant de s'en aller défier le gardien adverse. Une action qui, selon beaucoup, aurait mérité un deuxième jaune et donc une

expulsion. Jesús Gil Manzano n'a cependant pas sorti de carton sur l'action, considérant que la main du Français n'était pas intentionnelle.

Les Catalans enragent

De quoi enflammer les médias espagnols et les réseaux sociaux, où certains dénoncent un traitement de faveur. La presse catalane a d'ailleurs publié de nombreux articles à ce sujet. Sport souligne par exemple que le joueur de Mallorca Antonio Ráillo a été expulsé pour une action similaire face au Celta. Un sondage publié sur le site de Mundo Deportivo révèle que 78% des votants estiment que KM9 aurait dû être renvoyé au vestiaire. Même dans les médias madrilènes, on a tremblé. « Mbappé a joué avec le feu avec cette action téméraire », relaye AS.

« Il y a quatre ans, c'était jaune, mais la règle a changé », a cependant expliqué l'ancien arbitre de Liga Eduardo Iturralde González sur la Cadena SER. Antonio Mateu Lahoz, autre ancien arbitre, a été un peu plus nuancé, sur la Cadena COPE. « Moi je suis plus d'avis de ne pas donner de deuxième



jaune. Quand il y a préjugé pour le rival, c'est jaune. Dans ce type d'action, ce serait jaune de tromper l'arbitre en

marquant un but avec la main par exemple », a-t-il lancé, expliquant que Mbappé n'a pas donné l'impression de chercher

à tromper l'arbitre et qu'il s'agit d'une action finalement assez anodine. De quoi calmer les Catalans ? Pas sûr...



Victoire par K.O. de DAZN ? Google et Cloudflare doivent bloquer de nombreux sites de streaming pirates !

Le streaming illégal de la Ligue 1 n'est pas mis de côté par la justice, bien au contraire : DAZN a obtenu gain de cause contre Google et Cloudflare, contraints de bloquer l'accès à 27 sites pirates.

La lutte contre le piratage du sport en direct ne connaît pas de répit. Le Tribunal judiciaire de Paris a ordonné à Google et Cloudflare de bloquer l'accès à une série de sites qui diffusent illégalement les matchs de Ligue 1, dont DAZN détient les droits exclusifs. La décision, rendue le 5 décembre, permet au diffuseur de remporter un précieux combat contre le streaming sportif illégal, alors que le manque à gagner est estimé à 290 millions d'euros par an.

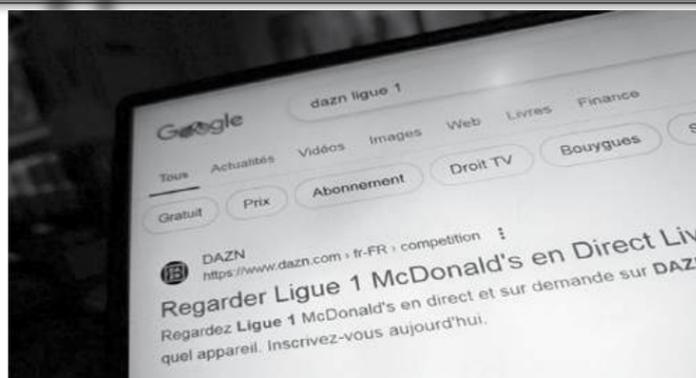
Une victoire juridique importante pour DAZN, contre le piratage

En septembre 2024, DAZN prenait l'initiative d'assigner Google et Cloudflare en justice pour contraindre la diffusion illégale de ses contenus, en réclamant un blocage DNS qui empêcherait d'accéder à des

sites, en bloquant leur traduction en adresses IP. Face à l'ampleur du phénomène, le diffuseur britannique cherchait à contraindre les géants américains à agir contre les sites pirates proposant ses contenus exclusifs, notamment les matchs de la Ligue 1 McDonald's.

Et figurez-vous que la justice française a reconnu la légitimité de la demande de DAZN. Elle dit avoir constaté des « atteintes graves et répétées » aux droits de diffusion. Le tribunal a ainsi identifié 27 sites, majoritairement en langue anglaise, dont l'accès doit être bloqué sous trois jours, au plus tard ce week-end donc, sur le territoire français, et ce jusqu'au 17 mai 2025, date du dernier match de la saison.

Google s'était d'ailleurs initialement opposé à cette mesure, la jugeant à la fois « disproportionnée », « coûteuse » et « inefficace ». Pourtant, le juge n'a pas suivi les arguments de la firme de Mountain View, faisant primer la protection des droits exclusifs de diffusion.



Quel impact sur l'écosystème du streaming sportif ?

Cette décision vient récompenser une lutte compliquée mais très engagée contre le piratage. Si vous avez bonne mémoire, elle fait suite à un autre jugement rendu il y a quelques semaines, qui obligeait déjà les principaux opérateurs télécoms français (Orange, Free, SFR, Bouygues Telecom) à bloquer l'accès à ces mêmes sites.

Selon l'ARCOM, le régulateur de l'audiovisuel, le streaming illégal représente 15% du marché de la diffusion des contenus

sportifs. On peut parler ici d'un impact considérable, qui affecte l'ensemble de l'écosystème, des clubs professionnels jusqu'au sport amateur, en passant par les fédérations.

Les mesures de blocage devront en tout cas être rapidement mises en œuvre par Google et Cloudflare, qui seront contraints d'informer DAZN de toute difficulté rencontrée. Plus encore, le jugement prévoit l'extension du blocage à de nouveaux sites pirates qui pourraient apparaître, ce qui montre bien la volonté d'une action durable contre ce piratage des matchs.

HYDROGÈNE : Un avenir pas si vert pour Renault ?

Renault a voulu se lancer lui aussi dans le secteur des voitures à hydrogène. Mais l'expérience du constructeur automobile n'est pas loin de faire un flop !

Des voitures fonctionnant à l'hydrogène ? C'est un pari que certains ont voulu faire, à l'image de la société française la plus connue dans le domaine, Hopium. Mais si cette dernière fait montre d'une résilience assez remarquable, ça n'est pas le cas de tous les acteurs hexagonaux dans le domaine. Du côté de Renault, on fait ainsi grise mine, avec une filiale qui est à l'heure actuelle loin de fonctionner.

Hyvia serait proche du dépôt de bilan

En 2021, Renault lançait, en partenariat avec le fabricant de piles à combustible Plug Power, une coentreprise du nom de Hyvia. Elle devait permettre au géant français de l'automobile de développer des utilitaires tournant à l'hydrogène.

Malheureusement, le projet semble mal embarqué. Selon des renseignements de l'AFP, la société, installée à Flins (Yvelines), a annoncé aux salariés qu'elle était en cessation de paiement, et qu'elle se dirigeait vers la liquidation judiciaire. Les syndicats CGT et FO ont de leur côté confirmé cette information.

Un marché encore loin d'être arrivé à maturité

Hyvia a expliqué de son côté qu'il ne s'agissait pour le moment que d'un « projet de dépôt de déclaration de cessation de paiements », la direction travaillant ainsi de l'autre côté avec ses deux actionnaires pour trouver d'autres solutions.

Il faut dire que le marché de l'hydrogène est encore lent à se développer. Hopium, par exemple, a pour ambition de commercialiser sa voiture Machina à l'horizon 2028-2030. C'est cette difficulté à voir un marché croître qui serait, selon Hyvia, à l'origine de ses difficultés.

« L'émergence beaucoup trop lente de tous les systèmes de mobilité hydrogène en Europe » obérerait le développement de Hyvia, selon les mots de la direction. Reste maintenant à savoir si Renault va chercher à persister ou non dans cette technologie !

Microsoft préparerait de nouveaux Surface Copilot+ PC pour 2025 avec une grosse surprise



De nouveaux ordinateurs portables Surface Copilot+ PC vont sortir dans les prochains mois. Surprise, Microsoft va de nouveau faire confiance aux processeurs Intel pour ses Surface Pro et Laptop, qui étaient pourtant passés aux puces Snapdragon.

2024 fut une année chargée pour la gamme Surface. En mars, Microsoft a lancé ses PC portables Surface Pro 10 et Surface Laptop 6, équipés de

processeurs Intel Core Ultra. Puis, quelques mois plus tard, ce sont les Surface Pro 11 et Surface Laptop 7 qui sont arrivés sur le marché, propulsés quant à eux par des puces Snapdragon X et estampillés Copilot+ PC.

Les premiers Surface Copilot+ PC sous CPU Intel

Vous pensiez donc que Microsoft était sur le point d'abandonner l'architecture x86 pour se tourner définitivement vers Arm ? Eh bien, non. D'après les informations de

Windows Central, ces deux architectures vont cohabiter. La firme américaine prévoirait en effet de commercialiser en 2025 de nouveaux modèles de Surface Pro et de Surface Laptop, sans doute baptisés Surface Pro 12 et Surface Laptop 8, embarquant des processeurs Intel Lunar Lake.

Ces appareils seront les premiers PC portables de Microsoft alimentés par un processeur Intel à recevoir une certification Copilot+ PC, indispensable pour la compatibilité avec un certain nombre de fonctionnalités d'intelligence artificielle.

Ces nouveaux laptops devraient reprendre exactement le même design que les Surface Pro 11 et Surface Laptop 7. Le revêtement antireflet des Surface Pro 10 et Surface Laptop 6, étonnamment absent des Surface Pro 11 et Surface Laptop 7, devrait faire son retour sur cette nouvelle génération. Pour la première fois, un Surface Laptop pourrait prendre en charge la

connectivité 5G.

Une nouvelle tablette Surface ?

Un nouveau Surface Laptop Studio est également attendu l'année prochaine, là aussi Copilot+ PC. Mais pour l'instant, on ne sait pas si c'est un processeur Intel ou AMD qui sera intégré dans cette machine. Rappelons que pour recevoir le label Copilot+ PC, un ordinateur doit disposer d'un NPU de minimum 40 TOPS (Tera Operations Per Second). Un modèle supplémentaire avec un écran de 16 pouces serait aussi considéré par Microsoft.

Enfin, Windows Central dévoile l'existence d'un nouveau produit au sein de la gamme Surface. Il serait équipé d'un écran de 11 pouces et d'un SoC Snapdragon X Plus, on peut donc s'attendre à une tablette ou à un ultrabook misant tout sur la finesse, la légèreté et un format compact.



Quels sont les besoins en vitamine D pour les seniors ?

Aussi connue sous le nom de vitamine du soleil, car notre organisme la synthétise sous les effets des rayons UV, la vitamine D est très précieuse à tout âge de la vie, mais plus encore chez les seniors. En effet, ces derniers ont des besoins accrus, et la produisent plus difficilement. Focus sur les besoins en vitamine D chez les personnes âgées.

Rôle, bienfaits, effets : A quoi sert la vitamine D ?

Cette vitamine liposoluble est essentielle à plusieurs fonctions vitales dans le corps humain. Elle joue notamment un rôle clé dans la santé osseuse et dentaire, dans le bon fonctionnement du système immunitaire, dans la santé musculaire et dans la régulation de l'humeur. En cas de carence, les os risquent de se fragiliser voire de se déformer, avec à la clé un rachitisme chez les enfants et une ostéomalacie chez les adultes. Côté immunité, la vitamine D aide à activer les cellules immunitaires - comme les macrophages et les lymphocytes T - qui sont essentielles pour combattre les agents pathogènes. Elle contribue donc à la défense de l'organisme contre les infections, en particulier respiratoires. Enfin, la vitamine du soleil pourrait jouer un rôle dans la régulation de l'humeur et la prévention de la dépression. Un déficit en vitamine D a notamment été associé à un risque accru de troubles de l'humeur, tels que la schizophrénie, la dépression, l'anxiété et les troubles affectifs saisonniers (1).

3 types de vit D : quelle vitamine D choisir ?

La vitamine D existe sous plusieurs formes, mais trois sont plus courantes et principalement connues : La vitamine D3 (Cholécalciférol), presque toujours d'origine animale, elle est produite par la peau des animaux (y compris la nôtre) en réponse à



l'exposition aux rayons UVB du soleil. Le seul végétal capable de la synthétiser est le lichen boréal, un végétal formé par l'association d'une algue microscopique et d'un champignon filamenteux. La vitamine D3 est considérée comme la forme la plus biodisponible et la plus stable de la vitamine D. La vitamine D2 (Ergocalciférol) essentiellement d'origine végétale, est produite par les plantes et les champignons lorsqu'ils sont exposés aux rayons ultraviolets (UV) du soleil. Elle est moins efficace que la vitamine D3 pour augmenter les niveaux de vitamine D dans le sang, mais elle est couramment utilisée dans les suppléments et les aliments enrichis, notamment destinés aux végétariens et vegans. La vitamine D1. Cette forme vitaminique est en réalité un mélange de deux substances : le calciferol et la lumisterol. C'est la forme de vitamine D qui a été découverte en premier (en 1913) mais qui n'est plus utilisée ni considérée, que ce soit dans les suppléments alimentaires ou dans les traitements médicamenteux.

Quels besoins de vitamine D pour les seniors après 70 ans ?

Diminution de la capacité de la peau à synthétiser la vitamine D à partir du soleil, réduction de l'absorption intestinale, risque d'ostéoporose et de fracture augmenté, sont autant de facteurs qui justifient l'augmentation des besoins en vitamine D avec l'âge, en particulier après 70 ans. Les autorités sanitaires

européenne (EFSA - Autorité européenne de sécurité des aliments), américaine et canadienne (Institut de Médecine) et française (ANSES - Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation) s'accordent à recommander un apport de 800 UI (20 µg) par jour pour cette tranche d'âge. Car bien que la capacité de la peau à produire de la vitamine D diminue avec l'âge, une exposition régulière de 15 à 30 minutes par jour peut encore contribuer à couvrir les besoins de la personne âgée. En pratique, il reste souvent insuffisant pour répondre aux besoins recommandés. En cas de carence diagnostiquée, une supplémentation peut être prescrite par un médecin.

Vitamine D et calcium : le duo gagnant

La vitamine D et le calcium travaillent en synergie dans la régulation du métabolisme phosphocalcique et l'homéostasie osseuse. La vitamine D stimule la production de protéines de transport du calcium dans l'intestin grêle, ce qui permet au calcium d'être absorbé dans le sang. Elle permet également de maintenir un niveau de calcium correct dans le sang, car dès que le taux de calcium sanguin est faible, la vitamine D favorise d'une part la libération de calcium des os pour rétablir l'équilibre et d'autre part, stimule la sécrétion de PTH (Hormone parathyroïdienne), ce qui active la conversion de la vitamine D en sa forme active, le calcitriol. Cette

forme active augmente l'absorption du calcium dans l'intestin, réduit son excrétion par les reins, et mobilise le calcium des os. La vitamine D et le calcium sont donc interdépendants, et une carence en vitamine D peut entraîner une réduction de l'absorption du calcium, ce qui risque, à long terme, de provoquer une déminéralisation osseuse et d'augmenter le risque d'ostéoporose et de fractures.

Sources : Où trouve-t-on de la vitamine D ? Dans quels aliments au naturel ?

La vitamine D peut se trouver dans l'alimentation sous forme de vitamine D2 ou de vitamine D3. La première est presque toujours d'origine végétale et la seconde toujours d'origine animale à l'exception des compléments à base de lichen boréal. Les principales sources de Vitamine D2 (Ergocalciférol) :

- Les champignons : ces derniers, lorsqu'ils sont exposés aux rayons ultraviolets (UV) s'enrichissent en vitamine D2. C'est notamment le cas des champignons de Paris, des shiitakes, et des maitakes, qui peuvent en contenir des quantités importantes.

- Les aliments enrichis : Certains aliments végétariens ou végétaliens, comme les laits végétaux (soja, amande, avoine) et les jus de fruits, sont enrichis en vitamine D2. Les sources de Vitamine D3 (Cholécalciférol) :

- Les poissons gras : Les poissons gras tels que le saumon, le maquereau, le thon, et les sardines sont d'excellentes sources vitamine D3.
- L'huile de foie de morue : comme l'avaient bien compris les grands mères de l'époque, qui en ont fait un remède ultime pour éviter le rachitisme chez les enfants, l'huile de foie de morue est sans doute la source alimentaire naturelle la plus concentrée en vitamine D3. Elle est aujourd'hui encore souvent utilisée comme supplément.

- Les produits laitiers enrichi : Les laits, yaourts, et fromages sont fréquemment enrichis en vitamine D, notamment dans certains pays peu ensoleillés où la carence en vitamine D est un problème de santé publique.

- Les oeufs : Les jaunes d'œufs contiennent de la vitamine D3, à plus forte raison quand les poules sont élevées en plein air.

- Le foie de bœuf : Le foie de bœuf est également une source intéressante de vitamine D3, bien qu'en quantité moindre comparée aux poissons gras.

Insuffisance d'apport : Quels risques de carence pour les seniors ?

Les seniors sont plus sensibles à la carence en vitamine D pour plusieurs raisons liées à des facteurs physiologiques du vieillissement mais aussi au mode de vie des sujets âgés. En effet d'une part les besoins en vitamine D sont accrus avec l'âge pour maintenir la densité osseuse et prévenir l'ostéoporose, et d'autre part la capacité de la peau à produire de la vitamine D diminue. Ainsi, même avec une exposition au soleil suffisante, les seniors risquent de ne pas produire autant de vitamine D que les personnes plus jeunes et de ne pas couvrir leurs besoins élevés. Côté apports alimentaires, les seniors ont souvent une alimentation moins variée et donc moins riche en aliments sources de vitamine D, comme les poissons gras, les œufs, et les produits laitiers enrichis. Des problèmes dentaires ou une diminution de l'appétit peuvent aussi limiter la consommation de ces aliments. Enfin, le système digestif peut devenir moins efficace, et certains seniors souffrent de troubles qui affectent l'absorption des nutriments, dont la vitamine D. La prévention et le dépistage de cette carence sont donc essentiels pour maintenir la santé osseuse, musculaire, et immunitaire des personnes âgées.



Un docteur en biologie explique comment choisir un soin au rétinol sans se tromper

Actif particulièrement puissant, le rétinol est utilisé dans les soins cosmétiques pour réduire les rides, améliorer la texture de la peau et traiter l'acné. Bluffant par son efficacité, il doit néanmoins être manié avec précaution. Explications d'un biologiste, expert en soins de la peau.

Dans la famille des actifs anti-âge stars à l'efficacité prouvée, le rétinol se hisse sur la première marche du podium. « C'est l'ingrédient rassemblant le plus de données scientifiques in vivo », confirme Cyrille Laurent, docteur en biologie, chercheur et expert des soins de la peau.

Appartenant à la famille des rétinoïdes, ce dérivé de la vitamine A est essentiel à la régénération des tissus. Son nom vient du mot « rétine », la vitamine A jouant un rôle crucial dans la vision. On le trouve notamment dans les aliments d'origine animale tels que le

foie, le poisson et le beurre. Lorsque le rétinol est absorbé par le corps, il est transformé en deux composés actifs : le rétinol et l'acide rétinoïque. Potentiellement irritant, ce dernier, aussi appelé trétinoïne, est utilisé dans les traitements contre l'acné sur prescription médicale.

Le rétinol, lui, est autorisé dans les soins cosmétiques, mais sa concentration est strictement encadrée. Votée en 2023, la nouvelle réglementation européenne limite la concentration en rétinol à 0,3 % dans les soins visage et 0,05 % dans les soins corps.

Que peut-on attendre du rétinol ?

Le rétinol agit en profondeur sur la peau en augmentant la synthèse de collagène - une protéine essentielle pour la fermeté et l'élasticité des tissus - et stimule la production d'acide hyaluronique, crucial pour l'hydratation. Excellent

antioxydant, il favorise également la prolifération des cellules, réduit les taches et les rides et améliore l'éclat du teint. Il convient donc particulièrement aux peaux matures, grasses ou présentant des cicatrices d'acné, des taches ou des imperfections.

>> Avis aux peaux sensibles : elles doivent faire très attention, car le rétinol peut provoquer, au début, des irritations, de la sécheresse, voire une desquamation. « Il est essentiel de "construire" sa tolérance au rétinol, alerte Cyrille Laurent. Je recommande de l'appliquer pour commencer deux fois par semaine, en très petite quantité, l'équivalent d'un grain de riz, et jamais directement sur la peau, mais mélangé à sa crème de jour. Si tout va bien, on peut ensuite passer à trois soirs par semaine, puis un soir sur deux. » Ce qu'il faut savoir avant de choisir un soin au rétinol

Molécule liposoluble, le rétinol



se dissout dans les graisses. C'est pourquoi les formulations intègrent toujours une base lipidique pour optimiser l'absorption. Par ailleurs, il est important de noter que le rétinol est une molécule très instable et sensible à l'oxygène, à la chaleur et à la lumière, qui dégradent son efficacité.

Pour préserver ses bienfaits, il est donc essentiel d'opter pour des packagings dits « airless », qui minimisent la réaction d'oxydation.

Autre point majeur : en raison

de son potentiel irritant, il est fortement déconseillé de l'associer avec des acides de type AHA, au risque d'endommager la barrière cutanée.

Quid enfin du bakuchiol, aussi appelé rétinol naturel ou rétinol vert, dont on entend beaucoup parler ? « Cet actif végétal, extrait des graines d'une plante, est vanté pour ses effets similaires au rétinol, mais sa structure moléculaire n'a aucun lien et il existe trop peu d'études démontrant son efficacité. »

ONGLES QUI CASSENT : 6 conseils pour les renforcer

Ongles mous, cassants, qui s'effritent ou se dédoublent ? Ce n'est pas qu'un souci esthétique, c'est aussi un signe de fragilité des phanères. Pour leur redonner de la vitalité et afficher de jolis ongles, on suit les recommandations d'un spécialiste.

«Les ongles et les cheveux sont le reflet d'une personne : comme ils ont besoin de nombreux nutriments pour être bien, si l'organisme en manque, cela se voit à leur allure», expliquent Fany Anzelin et Charlotte Boisson, de L'Ongerie. «Un ongle sain est composé d'eau, de kératine, de calcium, de fer et également d'acides aminés. Lorsqu'il lui manque un de ces éléments, il perd son équilibre et se fragilise : il se casse ou se dédouble.»

Aucun de ces nutriments ne devrait être en carence pour que les ongles soient en bonne santé, ce qui se fait notamment par le biais d'une alimentation équilibrée.

Ce que nos ongles disent de nous

Il arrive que la beauté de nos ongles soit perturbée par des



éléments indépendants de notre alimentation, comme les changements de saison, le froid. Notre état de santé général par exemple, peut bien souvent se lire sur nos mains. «Des maladies comme le cancer fragilisent beaucoup les ongles en créant des carences en vitamines et silicium, tout comme les traitements anticancéreux. C'est le cas également des maladies chroniques telles que le diabète ou les troubles cardiaques qui font que la surface de l'ongle s'épaissit», précisent les spécialistes.

Bien sûr, les ongles peuvent aussi devenir cassants par notre faute :

manucures mal réalisées à la

maison (au cours desquelles on repousse la cuticule trop souvent ou trop vigoureusement)

microchocs répétés

utilisation de produits chimiques sans gants

pose de faux ongles peu professionnelle où la matrice de l'ongle est poncée.

Comment avoir des ongles solides ?

Soigner durablement la surface de l'ongle est primordial pour s'assurer qu'il reste sain et dur. Cela passe par le fait d'adopter une bonne hydratation ainsi qu'une alimentation variée et riche en vitamines (à trouver dans les fruits et légumes), mais aussi en protéines (d'origine

animale ou végétale) et en fer. «Les ongles, comme les cheveux, sont une matière morte. Ils ne peuvent donc pas autogérer leur nutrition, c'est à nous qu'il revient de leur apporter du gras pour les garder en bonne santé», notent les spécialistes.

Autre réflexe pour les protéger : toujours recouvrir vos ongles avec une base traitante revitalisante à base de minéraux, calcium et silicium pour former un «bouclier» contre les agressions extérieures. En effet, si vous faites une manucure, cela créera une couche protectrice entre l'ongle et le vernis qui évitera que les pigments de couleur ne le détériorent. Mais un ongle nu a tout de même besoin d'être protégé de l'humidité, des microchocs...

Une recommandation d'autant plus importante en hiver : «Nos ongles sont souvent moins cassants en été, grâce à la présence de soleil et de lumière qui les renforcent», expliquent nos expertes. Le froid venant, il est bon de leur procurer un peu de tonus et de les préparer avant l'hiver, comme on préparerait un jardin à affronter des températures

fraîches en le couvrant. «Si vos ongles ont un vrai coup de mou, vous pouvez leur offrir une cure revitalisante en appliquant deux couches de base chaque jour pendant plusieurs semaines, de préférence sans vernis à ongles», recommandent-elles.

Comment éviter les ongles cassants ?

Le premier réflexe sera de limiter la fragilisation des ongles par les agressions extérieures et sa perte en eau (contacts avec des produits chimiques ou jardinage sans gants, application de vernis à ongles sans base...). Mais il est aussi essentiel d'hydrater la surface de l'ongle. Pour cela, les expertes ont un rituel imparable : «ous les 2 jours, appliquez un beurre hydratant sur tout le pourtour de vos ongles, y compris sur les cuticules, afin de maintenir une plus forte unité entre les couches.» Car, comme un livre, un ongle est fait de différentes couches. S'il est cassant, c'est comme si les pages volaient au vent ; or ce qu'on veut, c'est les sceller les unes aux autres pour que l'ongle soit bien robuste.



Colloque international sur «le cinéma et la mémoire» du 9 au 11 décembre à Alger

Un colloque international sur le cinéma et la mémoire, sera organisé du 9 au 11 décembre à Alger, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec la participation d'experts et de spécialistes du cinéma et de l'histoire, algériens et étrangers, dans le cadre des festivités commémoratives du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de novembre. Organisé par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), sous la supervision du ministère de la Culture et des Arts, ce colloque abordera le rôle du cinéma en tant qu'«outil pour construire et documenter la mémoire collective et renforcer les valeurs de liberté et de résistance», selon les organisateurs.

Lors d'une conférence de presse tenue au Palais de la Culture Moufdi Zakaria, le coordinateur du colloque Cheddad Bezia, qui est

également directeur du développement et de la promotion des arts au ministère de la Culture et des Arts, a indiqué que cet événement reflétait l'intérêt particulier que l'Etat algérien accorde au dossier de la mémoire dans tous ses volets, et aux archives cinématographiques à travers la nouvelle loi sur le cinéma.

De son côté, le Directeur général du CADC et président du comité d'organisation du colloque, Zineddine Arkab, a précisé que cet événement verra la participation de chercheurs et d'experts, algériens et étrangers, qui discuteront des principaux essais cinématographiques abordant les mouvements de libération dans le monde, du rôle du cinéma dans la documentation et le soutien aux mouvements de résistance, de la numérisation et de la restauration des films. Le Directeur du centre national du livre, Djamel Yahiaoui, président du comité scientifique, a affirmé que le colloque international du



cinéma et de la mémoire était «l'occasion de passer en revue les questions scientifiques, culturelles et artistiques liées à la mémoire», soulignant le «rôle prépondérant du cinéma dans l'éveil des consciences et l'expression des problématiques politiques et culturelles».

Cette manifestation sera marquée par la présence de 30 experts et spécialistes du

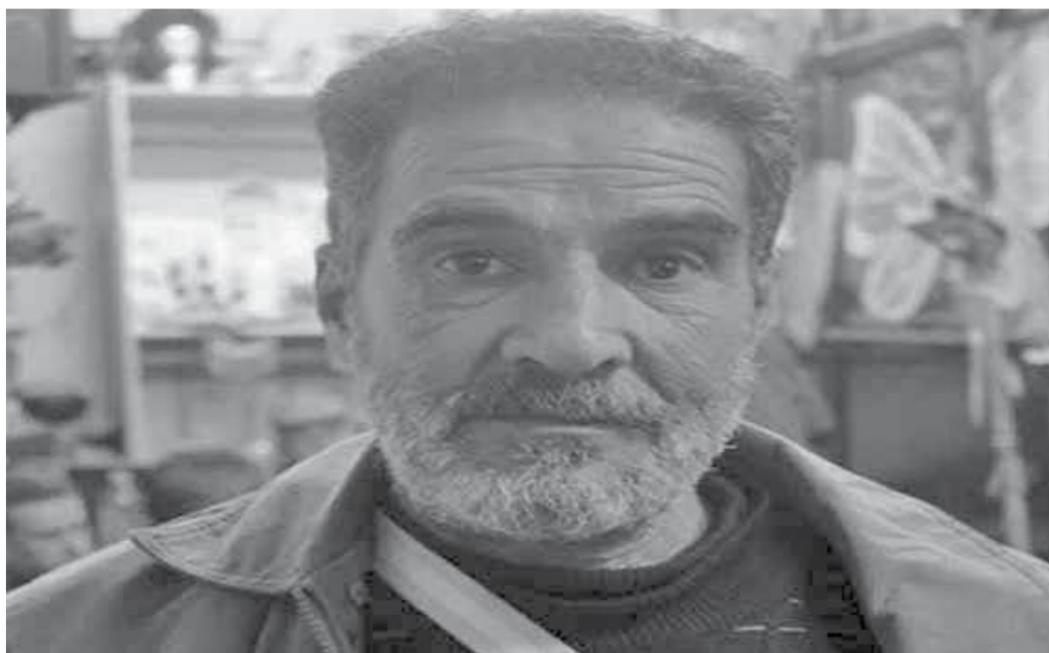
cinéma et de la mémoire, qui discuteront, en six séances, de questions liées principalement au rôle du cinéma dans la conscientisation à l'émancipation, à l'expérience du cinéma algérien pendant et après la Révolution et aux problématiques de la valorisation et de la promotion du film sur la résistance.

Le rôle du cinéma dans la consolidation de la solidarité

internationale sera également mis en exergue lors de cette rencontre au cours de laquelle un hommage sera rendu aux réalisateurs algériens décédés ayant marqué le cinéma révolutionnaire, ainsi qu'aux cinéastes internationaux qui ont soutenu la Révolution algérienne, à l'instar du serbe Stevan Labudovic, du français René Vautier et de l'italien Gillo Pontecorvo.

Batna

L'artiste Salah Boubir n'est plus



Le comédien Salah Boubir est décédé samedi après-midi au

centre hospitalo-universitaire de Batna à l'âge de 63 ans des suites d'une longue maladie,

a-t-on appris de ses proches. La nouvelle de sa mort a suscité une profonde émotion

au sein des artistes de la ville de Batna, notamment parmi les membres de l'équipe du théâtre régional Dr. Salah Lombarkia à laquelle appartenait le défunt.

«Salah Boubir était un élément actif de l'équipe du théâtre régional et une de ses illustres figures de par ses œuvres qui lui avaient valu plusieurs prix à l'échelle nationale et internationale et a marqué de son empreinte ce théâtre», a notamment déclaré le comédien et réalisateur Ali Djebara.

De son côté, l'acteur Issam Taachit a mis l'accent sur le professionnalisme de Salah Boubir et ses contributions au théâtre dans les œuvres

qui les avaient réunis dont El Hatab (Le bucheron, 2016) et Kaatintidhar (Salle d'attente, 2020) qui fut la dernière pièce du défunt.

En 2021, Salah Boubir a été hospitalisé suite à un malaise depuis son état de santé s'est dégradé le contraignant à renoncer à la scène après avoir participé à de nombreuses œuvres théâtrales et télévisées.

Le défunt sera inhumé dimanche après la prière du Dohr au cimetière de Bouzourane de la ville de Batna, selon ses proches.



Festival international du film de Marrakech

Le film « Happy Holidays » du Palestinien Scandar Copti remporte l' «Étoile d'Or» de la 21ème édition

Le Grand Prix « Étoile d'Or » de la 21ème édition du Festival International du Film de Marrakech, placée sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, a été attribué au film « Happy Holidays » du réalisateur palestinien Scandar Copti, a annoncé le Jury de la compétition officielle lors de la cérémonie de clôture, qui s'est déroulée, samedi, au somptueux Palais des Congrès de la cité ocre.

Ce long-métrage de 123 minutes explore avec finesse la dialectique entre émancipation et conservatisme au sein de la société palestinienne de 1948, reflétant la conviction profonde que le développement des sociétés passe par l'émancipation des femmes.

Cette cérémonie de clôture a été également marquée par la remise du Prix du Jury décerné ex-aequo aux films « The cottage » (La Quinta) de la réalisatrice Silvina Schincer (Argentine) et « The Village Next to Paradise » de Mo Harawe (Somalie), qui a bénéficié du soutien des « Ateliers de l'Atlas ».

Pour ce qui est du Prix de la mise en scène, il est revenu au réalisateur Damian Kocur pour son film « Under the Volcano » (Pologne). Un double prix d'interprétation féminine a été décerné à Manar Shehab et Wafaa Aoun pour leurs prestations dans « Happy Holidays » de Scandar Copti.

Quant au Prix d'interprétation masculine, il a été décerné à l'acteur ukrainien Roman Lutsyki pour son rôle dans « Under The Volcano ».

A cette occasion, le réalisateur italien et président du jury, Luca Guadagnino, a tenu à exprimer ses vifs remerciements à Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Il a également exprimé ses vifs remerciements à SAR le Prince Moulay Rachid, Président de la Fondation du Festival International du Film de Marrakech.

M. Guadagnino a, en outre, souligné que « Marrakech est incontestablement la capitale du cinéma en décembre, avec autant de personnalités cinématographiques si différentes et si importantes ».

A cet égard, il a cité de grands maîtres du septième art, comme Sissako, Cronenberg, Burton, Penn, Ozon, Cuaron, Nichols, Haynes, « tous unis par une passion implacable de raconter des histoires et de parler de ce qui nous rend humains ».

Présidé par Luca Guadagnino, le jury de cette 21e édition était composé du réalisateur iranien Ali Abbasi, de la réalisatrice indienne Zoya Akhtar, de l'actrice américaine Patricia Arquette, de l'actrice belge Virginie Efira, de l'acteur australien Jacob Elordi, de l'acteur britannico-américain Andrew Garfield, de l'actrice marocaine Nadia Kounda, et du réalisateur argentin Santiago Mitre.

Les membres du jury ont visionné 14 films dans le cadre de la compétition officielle qui explorent plusieurs genres cinématographiques, du mélodrame au documentaire en passant par le récit d'anticipation et la comédie romantique.



Pour cette 21e édition, un vibrant hommage a été rendu à feu Naïma Elmcherqui, icône du cinéma national, ainsi qu'à l'acteur et réalisateur américain Sean Penn, et au réalisateur, producteur et cinéaste canadien David Cronenberg.

Cette édition a également permis aux cinéphiles et au public d'aller à la rencontre de stars et de professionnels du cinéma en provenance du monde entier. 18 parmi eux ont participé au programme « Conversation », un record depuis la création du Festival.

Comme chaque année, la programmation de cette 21e édition du Festival a permis de découvrir et d'explorer des expressions cinématographiques extrêmement variées. En tout, 71 films en provenance de 32 pays, répartis dans 6 sections, ont été projetés dans les différentes salles du Festival à Marrakech.

Parmi cette sélection, 12 films ont bénéficié du soutien des Ateliers de l'Atlas, le programme industrie de développement de talents initié par le Festival en 2018.

A l'instar de toutes les précédentes, la 21e édition du Festival a connu une grande participation des professionnels marocains qui étaient au nombre de 300, avec 170 médias accrédités, représentés par 390 journalistes, cameramen, JRI et photographes nationaux et internationaux, venus de tous les continents.

Fidèle à son engagement social et médical, la Fondation du Festival International du Film de Marrakech a également organisé une nouvelle campagne de lutte contre la cécité, du 2 au 6 décembre à Tahannaout, menée en partenariat avec le ministère de la Santé et de la Protection sociale et la Fondation Hassan II d'Ophtalmologie.

IMAX annonce la production de son premier long métrage en arabe et l'ouverture d'un nouveau site à Djeddah



IMAX a annoncé son projet de premier long métrage en langue arabe lors de l'ouverture d'un nouveau

cinéma en partenariat avec Muvi Cinemas d'Arabie saoudite à Jeddah cette semaine.

Ce nouvel écran est le premier des quatre écrans IMAX que la société ouvrira dans le Royaume dans le cadre de son accord avec Muvi Cinemas.

Richard Gelfond, le PDG d'IMAX, a récemment déclaré au journal Arab News que le plan à long terme pour l'Arabie saoudite était « non seulement de construire un réseau de cinémas important, mais aussi de se pencher sur le contenu ».

La société a déjà travaillé sur des projets dans d'autres pays du Moyen-Orient, notamment le film Voyage à la Mecque

en 2009 et Les incendies du Koweït en 1992, ce qui, selon lui, rend l'Arabie saoudite « pas une opportunité de démarrage ».

Le film nouvellement annoncé est une comédie intitulée Ambulance dans laquelle joue l'acteur et comédien saoudien Ibrahim Al-Hajjaj, connu pour la mini-série Rashash et les films AlKhallat+ et Sattar.

Réalisé par le cinéaste britannique Colin Teague et produit par House of Comedy d'Al-Hajjaj, Black Light Operations du producteur saoudien Talal Anazi et Muvi

Studios, il sortira le 17 avril 2025.

M. Gelfond a déclaré : « Alors que nous ouvrons notre premier site avec Muvi Cinemas, le plus grand exploitant en Arabie saoudite et un nouveau partenaire stratégique pour IMAX, nous sommes ravis de nous étendre au contenu en langue arabe et d'offrir au public arabophone une diversité d'expériences encore plus grande. »

Muvi Cinemas ouvrira le prochain écran IMAX au Mall of Dhahran en février, puis au U Walk à Riyad.

NICOLAS DUVAUCHELLE ACCUSÉ DE VIOLENCES : Trois ex compagnes avaient également porté plainte et déposé des mains courantes

A lors que Sara Forestier a récemment pris la parole pour relater un traumatisme vécu en 2017 sur le tournage du film Bonhomme, de lourdes accusations s'ajoutent à l'image déjà écornée de Nicolas Duvauchelle. Et pour cause... Le Parisien révèle que plusieurs ex-compagnes avaient déjà porté plainte ou déposé des mains courantes, à l'encontre de l'acteur, pour des faits similaires.



remplacée ensuite par Ana Girardot. «Le traumatisme ça implique des choses : ne pas dormir, avoir eu des envies de suicide, ça fait qu'on est abîmé», avait-elle confié face à Yann Barthès. Elle accuse également le comédien d'avoir «profité du chaos pour maquiller son geste».

Sara Forestier, marquée par cet épisode, a porté plainte contre Nicolas Duvauchelle et envisage une nouvelle procédure pour diffamation après que celui-ci a nié les faits sur Instagram, affirmant ne jamais avoir levé la main sur elle. Une défense qui ne convainc pas l'actrice : «Quand quelqu'un

est capable de mentir une fois, que vaut sa parole ?», a-t-elle lancé, dans l'émission À l'air libre de Mediapart, bien déterminée à obtenir justice.

Nicolas Duvauchelle déjà visée par trois autres plaintes et deux mains courantes d'anciennes compagnes

Mais surtout, cette affaire remet en lumière un passé déjà controversé. Selon Le Parisien ce dimanche 8 décembre 2024, Nicolas Duvauchelle aurait fait l'objet de trois plaintes et deux mains courantes pour violences ou menaces, déposées par trois de ses ex-compagnes. Bien que classées sans suite, ces plaintes s'accompa-

gnaient de preuves accablantes : certificats médicaux, captures d'écran de messages insultants, photos de blessures et même de trous dans les murs, attribués à la violence de l'acteur.

Le père de trois enfants, nés de ses relations avec Ludivine Sagnier, Laura Isaaz et Anouchka Alsif, aurait même perdu la garde de ses deux plus jeunes pendant six mois en 2019. Si ces incidents n'ont jamais abouti à des condamnations, les témoignages s'accumulent et ternissent encore davantage l'image de l'acteur. Un portrait peu flatteur.

CITES DANS CET ARTICLE
Sur le plateau de Quotidien, en novembre dernier, Sara Forestier est revenue sur un épisode qu'elle qualifie de traumatisant. En 2017, alors

qu'elle partageait l'affiche du film Bonhomme avec Nicolas Duvauchelle, l'actrice aurait été violemment giflée par son partenaire. Un incident qui l'a poussée à quitter le tournage,

«IL N'EST PLUS MON MARI» : Les rares confidences de Vanessa Paradis sur son couple avec Samuel Benchetrit

A u cours d'un récent entretien accordé à Marie Claire, Vanessa Paradis s'est laissée aller à quelques confidences sur sa vie privée. La chanteuse et actrice a notamment évoqué ses relations personnelles et professionnelles avec son mari Samuel Benchetrit.

Sa voix acidulée et son style bohème ont fait d'elle l'une des artistes préférées des Français. C'est en 1981, à seulement huit ans, que Vanessa Paradis faisait sa première apparition télévisée dans l'émission L'École des fans, présentée par Jacques Martin.

Depuis, la chanteuse et actrice enchaîne les albums et les projets au cinéma.

Côté vie privée, l'ex-femme de Johnny Depp est également comblée. Depuis 2016, Vanessa Paradis file le parfait amour avec le réalisateur Samuel Benchetrit. Une romance discrète qui n'a été officialisée qu'en 2018. En 2021, ils ont notamment travaillé ensemble sur Cette musique ne joue pour personne, une comédie dramatique réalisée par Samuel Benchetrit dans laquelle Vanessa Paradis joue l'un des rôles principaux.



Vanessa Paradis se confie sur son couple avec Samuel Benchetrit

Au cours d'un récent entretien accordé à Marie Claire,

Vanessa Paradis a fait de rares confidences sur son couple avec Samuel Benchetrit. La mère de Lily-Rose Depp est notamment revenue sur ses collaborations artistiques avec son compagnon. «Dans le travail, je ne suis plus sa femme, il n'est plus mon mari, il est mon metteur en scène et je suis encore plus à son écoute que dans la vie. Sa parole, dans ces cas-là, est quasi-divine !», a-t-elle expliqué. Vanessa Paradis est ensuite revenue sur sa collaboration avec Samuel Benchetrit sur la pièce de théâtre Maman.

La comédienne a alors avoué

avoir appréhendé la promiscuité avec son compagnon lors de la tournée théâtrale. «Quand nous sommes partis, Samuel et moi, en tournée pendant quatre mois, l'idée d'être ensemble tout le temps, la journée, le soir, sur scène, sur la route, nous faisait peur, nous semblait risquée», a-t-elle confié. «Finalement, cette longue tournée s'est avérée pour nous extrêmement ludique. C'était un très beau moyen, au fond, de passer du temps tous les deux, nous qui aimons tant être ensemble», a ajouté Vanessa Paradis. Un couple épanoui.

KARINE LE MARCHAND DÉVASTÉE : Elle annonce la mort de sa «petite Rose», même pas âgée d'un an

Karine Le Marchand a le coeur lourd en ce samedi 2 janvier. En effet l'animatrice d'M6 vient d'annoncer la perte de sa chienne, Rose. Même pas âgée d'un an, cette dernière aurait trouvé la mort dans un accident de la circulation...

CITE DANS CET ARTICLE

C'est avec une grande joie que les Français ont dit adieu à l'année 2020, marquée par l'épidémie de coronavirus. Mais pour Karine Le Marchand, 2021 n'a pas débuté sous les meilleurs auspices. En effet en ce samedi 2 janvier, l'animatrice vedette d'M6 a annoncé la mort de

son fidèle compagnon à quatre pattes. «Notre petite Rose s'est fait renverser hier soir. C'était notre petit rayon de soleil. Nous sommes très tristes. Voilà. C'est la vie», a tristement écrit l'ex-compagne de Lilian Thuram sur les réseaux sociaux. Une disparition d'autant plus difficile à encaisser pour la maman d'Alya, que sa chienne n'était même pas âgée d'un an. Cette publication est donc une belle manière pour l'animatrice de rendre hommage à cette petite boule de poils, qui lui a procuré tant de bonheur. Mais hors de question de s'apitoyer sur son sort ! La meilleure amie de Stéphane Plaza a ainsi désactivé les

commentaires des internautes, qui auraient sûrement été très bienveillants à son égard.

Karine Le Marchand a vécu une fin d'année difficile

Pour l'animatrice de L'amour est dans le pré, il s'agit d'un nouveau coup dur après des mois particulièrement éprouvants. En effet depuis peu Karine Le Marchand est en guerre ouverte contre Cyril Hanouna et son émission Touche pas à mon poste. La raison ? Elle n'a pas supporté les dernières attaques de Jean-Michel Maire à son encontre. Ce dernier avait affirmé sur l'antenne de C8 qu'elle avait refusé de payer pour des

soins esthétiques, sous prétexte qu'elle était une vedette de la télévision. Une information démentie par l'institut et la principale concernée qui a pris une décision radicale : celle de boycotter le talk-show du trublion du PAF.

Elle n'est pas la seule, puisque tout le groupe M6 lui a emboîté le pas. «M6 condamne fermement cette attitude de mise en cause régulière et réitérée, et suspend à compter de ce jour toute participation à Touche pas à mon poste. M6 sera extrêmement vigilante quant aux propos tenus envers la chaîne et ses animateurs, se réservant le cas



échappant le droit d'entamer des poursuites contre C8 ou H2O, producteur de 'Touche pas à mon poste', a fait savoir la chaîne dans un communiqué. Qui s'y frotte, s'y pique !

Incident choquant à Paris : Un homme armé d'un pistolet menace des manifestants pro-palestiniens

Un événement préoccupant s'est produit samedi 7 décembre dernier à Paris. Un homme, visiblement pro-Israël, a menacé avec une arme à feu les participants à une manifestation de soutien à la Palestine et au Liban, organisée à Paris.

Samedi dernier, une manifestation de soutien à la Palestine a eu lieu dans la région parisienne pour dénoncer un drame humanitaire que vit la population à Gaza et au Liban et pour appeler à un cessez-le-feu. Cependant, cette manifestation a failli tourner au drame.

Paris : un homme soutenant Israël menace avec une arme à feu des manifestants pro-palestiniens

En effet, lors d'une



manifestation de soutien à la Palestine, notamment au niveau de l'avenue Philippe Auguste, dans le XI^{ème} arrondissement de la capitale parisienne, un homme armé s'est rapproché du cortège et s'en est pris aux participants. Le suspect a commencé par

arracher les pancartes avant de sortir un pistolet de sa ceinture et de commencer à menacer les manifestants.

Heureusement, l'un des participants au cortège d'EuroPalestine a eu le réflexe d'appeler directement un des policiers présents dans

les lieux et qui est intervenu pour maîtriser l'individu en question, âgé de 66 ans.

L'homme soutenant Israël arrêté

D'ailleurs, sur une vidéo largement diffusée sur la toile, on voit l'homme, l'arme à feu accrochée à sa ceinture,

se fait arrêter par la police, qui le mettait à terre et le menottait. Il a été placé en garde à vue dans l'attente de la suite des procédures. Suite à cet événement, plusieurs manifestants ont décidé de porter plainte pour dénoncer cet acte qui s'est produit lors d'une manifestation pacifique. L'arrestation de cet individu survient dans un contexte de tensions croissantes au sujet des manifestations pro-Palestine en France. Pour rappel, Israël fait face à des accusations de génocides devant la Cour internationale de Justice, qui a récemment émis un mandat d'arrêt contre les figures israéliennes pour crime de guerre, notamment dans ce contexte exacerbé par une attaque datant d'octobre 2023.

FRANCE :

Des sans-papiers exploités dans des conditions inhumaines

Albi, dans le département du Tarn, une affaire choquante a révélé l'exploitation de six jeunes hommes sans-papiers dans un restaurant.

Originaires de pays en crise, ces migrants ont fui des situations politiques et économiques difficiles pour se retrouver séquestrés et contraints à travailler dans des conditions indignes.

Exploitation et conditions de vie inhumaines

Ces travailleurs clandestins étaient enfermés à clé chaque soir dans des pièces insalubres situées au-dessus du restaurant. Ils dormaient sur des matelas posés à même le sol, sans chauffage ni ventilation.

Ces espaces servaient également de zones de stockage, ne respectant aucune norme de sécurité, ce qui exposait les occupants à de graves risques d'incendie.

Forcés de travailler sept jours sur sept pour un salaire dérisoire de 4 euros de l'heure, ces hommes vivaient une situation proche de l'esclavage moderne.



Recrutés à Paris avec de faux documents vendus pour 800 euros, ils les ont directement envoyés à Albi pour les exploités.

Un soutien indispensable pour les victimes

Alerté par cette situation, le Comité opérationnel départemental anti-fraude (Codaf) a découvert les faits. Depuis, les six jeunes hommes ont reçu le soutien de la CGT du Tarn, qui leur a fourni un hébergement provisoire et

les accompagne dans leurs démarches administratives.

Grâce à ces efforts, ils ont obtenu des récépissés de demande de titres de séjour, valables jusqu'en janvier 2025. Actuellement, trois d'entre eux ont trouvé un emploi dans le cadre de contrats d'apprentissage ou de professionnalisation.

Cependant, leur sort reste suspendu à une audience prévue le 12 décembre prochain au tribunal correctionnel d'Albi,

où ils devront répondre à des accusations liées à la possession de documents frauduleux.

Le restaurant en cause toujours en activité

Malgré la gravité des faits, le restaurant incriminé a poursuivi son activité sous un autre nom, ce qui a provoqué l'indignation des militants.

Ce mardi 3 décembre, des membres de la CGT se sont rassemblés devant l'établissement pour demander justice.

Les accusations portées contre les employeurs incluent conditions d'hébergement indignes, travail dissimulé et traite d'êtres humains. Le parquet d'Albi a ouvert une enquête pour faire la lumière sur ces pratiques illégales.

Le contexte migratoire en France : des expulsions en hausse

Cette affaire intervient dans un contexte de durcissement de la politique migratoire en France. Selon un rapport du ministère de l'Intérieur, le nombre d'interpellations de sans-papiers a augmenté de 21,3 % en octobre 2024 par rapport à l'année précédente. Les expulsions, qu'elles soient forcées ou assistées, sont également en forte progression. En parallèle, la délivrance des titres de séjour connaît une baisse notable, reflétant une volonté de limiter l'immigration régulière. Les associations dénoncent une politique migratoire de plus en plus restrictive, souvent au détriment des droits fondamentaux des personnes en situation irrégulière.